

Lettre ouverte à Mamadou Kassougé, Procureur de la République : On réclame tout notre argent, y compris les "3,5 milliards de l'hôtel des finances"

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 19 SEPTEMBRE 2019

454

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



"A ye dioonni do ou da"

Quand Bakary TOGOLA traitait les opposants d'affamés à faire taire par une bouchée de pain



Vols, détournements, surfacturations, concussions au sommet de l'État : Quand l'honorable Soumaïla Cissé documente les forfaits sous IBK !



Sommet extraordinaire de la CEDEAO : Le ministre Tiébilé Dramé décrypte les conclusions de Ouagadougou

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Une	«A ye dioonni do ou da » : Quand Bakary TOGOLA traitait les opposants d'affamés à faire taire par une bouchée de pain	P.4
Brèves	Gouvernance au Mali : L'espoir renaît enfin ! Dialogue National Inclusif : La DPG et les élections passeront par là ! Audience au MAECI : L'Ambassadeur du Royaume de Danemark auprès de la République du Mali reçu par le SG Lutte contre la corruption et les tracasseries routières: Le projet Mali Justice outille les journalistes Diplomatie : Le PDG d'Azalaï Hôtel, Mossadeck Bally, nommé Consul général honoraire de Monaco au Mali L'impact du terrorisme sur l'économie malienne : L'économiste Modibo Mao MAKALOU donne son point de vue ! Communiqué de la Plateforme des Mouvements du 14 juin sur l'annulation du CSA Manifestations sur l'état désastreux des infrastructures : Mohamed Albacha TOURÉ et le printemps routier à Gao !	P.8 P.8 P.9 P.9 P.9 P.10 P.10 P.11
Actualité	Lettre ouverte à Mamadou Kassougé, Procureur de la République : On réclame tout notre argent, y compris les "3,5 milliards de l'hôtel des finances" Sommet extraordinaire de la CEDEAO : Le ministre Tiébilé Dramé décrypte les conclusions de Ouagadougou Affaire Bakary Togola : Les ennemis de la Nation s'en mêlent	P.13 P.14 P.15
Politique	Processus de sortie de crise : Pourquoi majorité et opposition devraient privilégier le dialogue Vols, détournements, surfacturations, concussions au sommet de l'État : Quand l'honorable Soumaïla Cissé documente les forfaitures sous IBK ! Dialogue National Inclusif : Les TDR validés sur fond de divergences Scandale de «l'engrais frelaté » : Le Mémoire du PARENA	P.17 P.18 P.20 P.21
Culture & société	IBK à la Biennale de Luanda : La Culture au service de la Paix Sauver le site de Bandiagara : L'UNESCO s'engage et présente 2,2 millions de dollars comme plan d'action d'urgence	P.25 P.26
International	Sénégal, le député Mamadou Lamine DIALLO se lâche : « S'il y a un nullard version Macky SALL dans ce pays, c'est bien Mansour FAYE » Election présidentielle en Tunisie : Les enseignements du scrutin RDC : Des voix s'élèvent contre la visite de Tshisekedi en Belgique USA / Plainte : Les Etats-Unis réclament en justice les recettes du livre d'Edward Snowden	P.27 P.28 P.28 P.29
Sport	Championnat national de football ligue 1 du Mali : Les Rouges de Bamako sur une belle lancée Drogba, Eto'o, Salah : Le Top 10 des meilleurs buteurs africains de l'histoire de la LDC UEFA	P.30 P.31

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougué

P.9



P.17



P.20





«A ye dioonni do ou da » : Quand Bakary TOGOLA traitait les opposants d'affamés à faire taire par une bouchée de pain

Homme fort et défenseur ultra zélé du régime, le Président de l'APCAM fait depuis quelques jours la Une des médias, des réseaux sociaux et des causeries aux Grins. Livré par Koulouba (il s'est dit « trahi »), il rumine sa colère contre IBK en prison.

Bakary TOGOLA, un analphabète paysan sorti du néant par ATT pour en faire un homme d'État de tout premier plan (par la force de la magie du pouvoir de type Gondwana), est le Président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali, c'est à dire le président des paysans pour le mali lambda. Cette présidence, même les moutons du Mali sont au courant. Par contre beaucoup découvrent que, cumulativement, il était aussi le Président de la Confédération des Sociétés coopératives des producteurs de coton du Mali (C-SCPC).

Une vraie pompe à fric, argent destiné aux cultivateurs de base, pour détourner en rond d'en haut. Un milliard et demi de franc CFA / an de 'ristournes' mis par le Gouvernement dans un

circuit pour maintenir les revenus des petits cotonculteurs par rapport aux variations des prix de vente du coton. Le président de l'Union est à l'entrée du circuit.

Or, le Procureur a été informé, éléments tangibles à l'appui, que les paysans ne reçoivent pas tout ou peu depuis 2013. D'où son l'interpellation suivie l'incarcération de Bakary Togola qui n'est plus passé par la case maison.

Le Mali coupée en deux camps

La nouvelle de l'arrestation du puissant et fi-





dèle serviteur de la cause de IBK par tous les moyens (il ne prononce plus, même par erreur, le nom de ATT) fut une traînée de poudre qui a embrasé les chaumières à la vitesse de la lumière. Un feu d'artifice de liesse pour les uns (de loin les plus nombreux) et un incendie ravageur d'espoir pour d'autres (une goutte d'eau dans un canari). Il est de notoriété publique que ce que TOGOLA a conseillé au Premier Ministre Soumeylou Boubeye Maiga, il le pratique lui-même à souhait : il met beaucoup dans beaucoup de bouches. Ceci peut expliquer cela. Et l'opposition dans tout ça ? En principe, elle devrait se réjouir. Par rapport aux sorties fracassantes et sarcastiques du phénomène contre elle. Une a remporté la Palme d'or de ces déclarations de l'ignare parvenu. Et de cette sortie injurieuse et blessante pour l'opposition,

un passage est sur toutes les lèvres aujourd'hui et il inspire toutes les formes d'humour et de trait d'esprit : «A ye dioonni do ou da ». Ce qui veut dire : donner leur un peu à manger. Il s'agit d'un morceau succulent dit en Bamanan avec le bucolique accent du territoire du Banico. La circonstance ?

Nous sommes fin novembre 2018 (3 mois après l'intronisation contestée de IBK qui génère, de la part des opposants, des déclarations tous les jours et des marches chaque semaine) et à Baguineda pour le lancement de la campagne de vaccination du cheptel et de la volaille 2018-2019 sous la présidence de SBM. TOGOLA intervient, en tant que président de l'APCAM, à la tribune face au PM et aux officielles. Il termine son discours en traitant les opposants de corruptibles et d'affamés achetables.

Ils ont faim, donnez-leur à manger et ils se tairont

Voici l'intégralité du passage (traduit en français par nos soins) : « **C'est la population qui doit soutenir le pays. Mais, ce sont les prédateurs qui créent toutes les difficultés. Donc, monsieur le Premier ministre, l'élection elle aussi est terminée. Personne n'a gagné et personne n'a perdu. Ceux qui sont en train de faire du bruit, c'est pour manger, avoir quelque chose. Si vous leur mettez un petit quelque chose dans la bouche, ils se tairont. Ça n'est pas pour autre chose, c'est uniquement pour avoir quelque chose. Mettez un peu dans la bouche de chacun d'entre eux et ils se calmeront. Les élections sont terminées et nous sommes au pouvoir pour cinq ans. Mais, ceux qui font du tintamarre, il faut leur mettre un petit quelque chose dans la bouche et ils vont se taire tout de suite et vous coller la paix** ».

Il faut tout de même admettre, entre parenthèses, que le temps lui a donné raison par rapport à trois membres tapageurs de l'opposition. Mais, face au malheur qui vient de frapper l'homme qui mettait du vitriol dans ses propos pour eux, les opposants se montrent assez grands aujourd'hui pour ne pas jubiler et lui rendre la pareille. Ils ne veulent pas, à raison, se mettre à sa hauteur.

■ Amadou TALL

Abdoulaye Bah

Si c'est vrai qu'il a dit ça. Je dis bravo. Il faut auditer aussitôt les fonds de la loi de programmation militaire et tous les contrats d'achat d'armes et leur comptabilité matières. Ainsi que les contrats routiers. Surtout les fonds destinés à l'entretien routier. L'origine des décaissements cash qu'on distribue aux dirigeants religieux. Ceux-ci encaissent sans se poser la question sur leur provenance. Ils doivent restituer l'argent. Les fonds distribués aux rebelles non justifiés.



Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Koulouba, le 18 septembre 2019.

Le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, S.E.M. Tiébilé DRAMÉ a successivement reçu en audience ce mercredi 18 septembre, les Ambassadeurs de Palestine, du Venezuela, de Grande Bretagne et l'Observateur indépendant du centre Carter pour la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix. Au centre des échanges, des sujets relatifs à la paix et au développement. D'ailleurs, le Chef de la Diplomatie malienne, S.E.M. Tiébilé DRAMÉ a saisi cette occasion pour informer davantage ses interlocuteurs du processus de paix en cours au Mali mais également et surtout des préparatifs du Dialogue National Inclusif dont les termes de référence viennent d'être validés. Tous ces Diplomates se sont engagés à accompagner le Mali à relever ces défis. Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



Unfpa-Mali

Rencontre de prise de contact du nouveau Représentant de UNFPA Mali Dr Eugene Kongnyuy avec les partenaires de mise en œuvre du 7eme programme de coopération Mali UNFPA 2015-2019 (CPD7).

Échanges sur (i) les deux événements majeurs de l'année : UNFPA50 et CIPD25 qui sera l'objet d'un sommet à Nairobi en novembre prochain et (ii) dispositions à prendre pour la clôture du CPD7 en fin d'année et informations sur le nouveau programme de coopération 2020-2024.

Derrière chaque défi se cache une opportunité qu'il faut saisir, selon Dr Kongnyuy.



Présidence de la République du Mali

Biennale de Luanda pour la paix
Pour IBK, l'éducation est la clé de tout
Le Président de la République du Mali à la cérémonie d'ouverture de la première édition de la biennale de Luanda. C'est sous une pluie



d'ovations que Le Champion de l'Afrique pour la Culture, les Arts et le Patrimoine, Son Excellence monsieur Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République du Mali a fait son entrée au Centre de convention talatoma de Luanda.

Placée sous la présidence de son Excellence monsieur Joao Manuel Gonçalves, la biennale de Luanda a démarré ce matin autour de la culture de la paix. La cérémonie d'ouverture a mobilisé des hommes de culture, des artistes, des historiens, des cinéastes, des photographes, des réalisateurs venus de partout célébrer l'Afrique, s'enrichir de la diversité culturelle à l'effet de converger vers la culture de la paix, au-delà, la non-violence.

Pour la gloire de l'Afrique, c'est à l'unisson que l'hymne de l'Union Africaine a été entonné après celui de l'Angola.

La cérémonie a été marquée par cinq interventions à savoir Mme Audrey Azoulay Directrice de l'UNESCO, le président de la commission de l'Union Africaine, Moussa Faki, le Président de la Namibie, M. Hage G. Geingob, le président Ibrahim Boubacar KEITA Coordinateur de l'Union Africaine pour les Arts, la Culture et le Patrimoine, et enfin celle de Joao Manuel Gonçalves, président de l'Angola.

En sa qualité de Champion des Arts et de la Culture, Ibrahim Boubacar KEITA a exprimé sa gratitude à l'endroit de ses pairs, en particulier le Président Joao Manuel Gonçalves qui n'a ménagé aucun effort dans l'organisation et la tenue de cette première édition, dédiée à la Culture de la paix. Le Président IBK a témoigné sa sincère reconnaissance à l'UNESCO pour la constance de son accompagnement pour les questions de Culture, à l'Union Africaine pour l'avoir honoré de cette consécration et à tous les participants à cette première édition de la Biennale de Luanda.

En marge de la cérémonie, un panel a réuni les différents intervenants autour de la Culture, des mécanismes et approches pratiques conduisant à la reconstruction de la paix. Pour le président Ibrahim Boubacar KEITA, l'éducation est la clé de tout.

La remise symbolique d'une gerbe de fleur, "fleurs de la paix", aux officiels a mis fin au programme.

Cellule de communication et des relations Publiques de la présidence de la République du Mali

Sissoko Youssouf

Sissoko Youssouf à YELEMA " MOUSSA MARA PRÉSIDENT DU MALI EN 2023"

La route de Lafiabougou est bloquée par la population qui exige le ramassage des ordures ainsi que l'évacuation des eaux usées.



Ammy Baba Cisse

Quand vous êtes visé, ne vous souciez pas du fait que d'autres le sont au même moment que vous.

"Bakary Togola a mis les 9 milliards dans la campagne du président. Des cars ont été loués..." Proche de BT



Le Mali est un pays où des millions sont distribués aux groupes rebelles pour des visites qui ne sont pas effectuées sur Kidal. Il paraît que l'affaire Bakary Togola est un coup d'État de Baba Berthé.

Le refus d'accorder la liberté provisoire à l'otage Amadou Aya Sanogo complique la réconciliation. Faites donc son procès.

Figaro du Mali

La coordination des Comités syndicaux des DAF, des DRH, des CPS et des DFM a déposé un nouveau préavis de grève de 4 jours allant du 8 au 11 Octobre 2019. Un sit in est aussi envisagé selon un responsable de la coordination

La justice continue sa marche en avant dans le dossier de l'affaire Bakary Togola. Ce Mercredi, sur les 6 autres accusés, 4 ont été mis sous mandat de dépôt par le juge d'instruction en charge du dossier. Ils sont arrivés à la MCA à 15h01 minutes.

Lafiabougou : Des hommes armés font irruption chez un jeune du CDR.

Les agissements discrets de certains agents de sécurité sont dénoncés par des citoyens terrorisés et paniqués. En effet, à Lafiabougou ce Mardi, un compatriote, membre du CDR dit avoir reçu la visite d'hommes armés de PA vers les environs de 7heures « ils étaient au nombre de 3 à 4 personnes à bord d'une Mercedes non immatriculée » a expliqué le jeune que nous avons eu.

Ces hommes seraient à la recherche d'un certain Antoine Diakite d'après la victime « ils sont rentrés chez moi, ils ont saisi mon portefeuille dans lequel se trouve ma pièce d'identité. » s'indigne le jeune malien.

Sachant qu'il n'est le suspect recherché, les agents sont repartis sans donner d'autres explications. Le commissariat du 5ème arrondissement sera saisi pour la dénonciation de cet acte illégal contre un paisible citoyen.

Toguna Sangala

Quand certains prévenus seront blanchis, les réseaux sociaux, des associations & autres média les auront déjà condamné à vie !!!

"Bougouni" Au début de cette crise des barricades, nous avons suggéré qu'il fallait d'abord impliquer les autorités locales (légitimités coutumières, maires, préfets, directeurs de services, gouverneurs). On nous a traité de tous les maux avec tous les



mots...Ils l'ont enfin compris maintenant. It's never too late to do it right !

Malick Konate

Ras Bath, tu peux envoyer le dossier de l'ASAM maintenant. Le Procureur KASSOGUE est là. Nous avons tous soutenus cette lutte contre la corruption au début avec Sinsy COULIBALY, mais c'est devenu du Kôtèba Gniénadjè avec Clément DEMBELE. Allez ! Envoyez la liste au Procureur KASSOGUE.

Monsieur Clément DEMBELE, tu avais dit sur une antenne que vous avez le dossier de 300 fonctionnaires corrompus ou plus. Qu'est ce que vous attendez pour remettre ces dossiers à la disposition du Pôle Économique?

Sèbèla Clément va répondre à ma question.

Ko Professeur ? Depuis quand un professeur refuse de répondre et bloque les gens ?

Toujours à l'aéroport. J'attends le départ de la compagnie Air-Royale pour rentrer.

Je vois oh... je vais attendre aussi air Algérie.

Lutte contre la corruption : Direction nationale de la santé : 77,4 millions FCFA d'achats de carburant non justifiés.

La direction nationale de la santé (DNS) et de l'hygiène publique a fait l'objet d'une vérification financière à l'issue de laquelle le bureau du vérificateur général a relevé 77,4 millions FCFA d'achats de carburant. sans justificatifs, aucun.

Source : Rapport du Vérificateur Général #BVG #Corruption #Mali
Merci Salif Diarra



Mali Koura

Quand Boubou utilise le dialogue national inclusif pour justifier l'absence d'une déclaration de politique générale depuis sa nomination - lisez!

<<Vous aurez note, que depuis ma nomination et l'installation du gouvernement, je n'ai pas fait une déclaration de politique générale devant l'assemblée nationale du Mali. La raison est toute simple: j'attends les résolutions du dialogue national inclusif pour me soumettre à cet exercice obligatoire car je veux prendre en compte le diagnostic auquel le peuple va procéder>>.

Il a quand même reçu une ovation debout de la salle.



malikile.com



Gouvernance au Mali : L'espoir renaît enfin !



Le Mali revient de loin. L'espoir est désormais permis pour tous ceux qui croient encore que le Mali peut rebondir. Africable, dans un sursaut patriotique, est en train de réunir les Maliens de toutes tendances confondues pour qu'ensemble, on ait une visibilité claire de la situation qui prévaut dans notre beau pays qui, chaque jour, s'enfoncé dans le gouffre.

On commence petit à petit à comprendre toutes les difficultés auxquelles nous sommes confrontés et on prend conscience en même temps du fait que si nous restons les bras croisés, nous courrons sûrement vers l'effondrement total de notre pays. Avec les deux émissions sur Africable et les questions pertinentes qui ont été posées par notre éminent journaliste, Robert Dissa, on comprend aisément que la solution ne viendra pas d'ailleurs, mais de nous-mêmes Maliens.

Car personne ne se sauvera sans l'autre. Nous voulons la régionalisation, l'autonomie, la décentralisation, l'indépendance ? Rien de tout cela ne peut être notre salut, notre salut réside uniquement dans l'unité du Mali. Nos pères fondateurs avaient bien compris cela quand ils ont choisi comme devise pour le Mali : Un peuple, Un but, Une foi.

Le Mali regorge beaucoup de patriotes qui doivent se regrouper, s'organiser et s'engager dans une lutte à mort pour sauver notre pays. Mais cela n'arrivera pas sans cette unité. Nous pensons notamment à Docteur Choguel Maïga qui, à mon avis, a impulsé Africable, à l'Iman Mahamoud Dicko, à Professeur Clément Dembélé et à tant d'autres qui sont prêts à mourir pour le Mali. A partir de maintenant, l'espoir s'ouvre aussi du côté de la justice, le procureur Kassogué qui est parvenu à force de courage et de patriotisme à prendre le lion par la tête, une tête que tous les voraces du Mali cherchent à défendre et même au-delà du Mali, le président d'une République voisine.

Tous les patriotes convaincus du Mali doivent se regrouper autour du procureur Kassogué pour que cette tête ne lui échappe pas. Un proverbe bambara dit: « Si tu veux que les gens t'aident à abattre ton lion, tâche avant l'arrivée de ceux-ci de maîtriser sa tête ».

Le procureur Kassogué a fait l'essentiel, joignons-nous à lui pour qu'il ne se fasse pas dévorer par le lion et par les autres lions qui se sentent menacés, si jamais la situation devait rester ainsi. Nous devons plus que jamais ceindre la ceinture pour que l'espoir tant suscité par ces actions d'envergure ne soit pas déçu.

Si nous voulons réussir, tous les groupes constitués pour la défense de notre chère patrie doivent se rencontrer pour unir leurs efforts et éviter de faire cavalier seul. Ils doivent créer une coordination au sein de laquelle tous les groupes doivent se soutenir mutuellement.

Dialogue National Inclusif : La DPG et les élections passeront par là



Au lancement du Dialogue national inclusif (DNI), le lundi 16 septembre 2019 au CICB, le Premier ministre, Dr Boubou Cissé, a déclaré attendre les résolutions du DNI pour présenter aux élus de la nation la Déclaration de politique générale du gouvernement.

Nommé Premier ministre suivant le décret 2019/P-RM du 22 avril 2019, Dr Boubou Cissé, après quatre mois d'exercice, n'a toujours pas présenté sa Déclaration de politique générale du gouvernement. Un cadre qui trace la gouvernance suivant la vision du président de la République.

Lors de la clôture de l'atelier de validation des termes de référence du Dialogue national inclusif, le chef du gouvernement a révélé les causes de cette longue attente. Selon lui, la DPG qu'il compte présenter à l'Assemblée nationale devra prendre en compte les conclusions de cette rencontre citoyenne, à savoir le Dialogue national inclusif.

"Vous aurez noté que depuis ma nomination et l'installation du gouvernement, je n'ai pas fait une Déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale ; la raison est toute simple : j'attends les résolutions du Dialogue national inclusif pour me soumettre à cet exercice obligatoire, car je veux prendre en compte le diagnostic auquel le peuple va procéder et je veux m'approprier les solutions qui seront définies de façon consensuelle. Ce serait, à mon avis, la meilleure façon pour le gouvernement et moi-même de vous servir, de servir le peuple tel que cela nous a été instruit par le président de la République", a déclaré Dr. Boubou Cissé.

Tenue des élections

Pour la tenue des élections prochaines, notamment le renouvellement du mandat des députés, le chef du gouvernement a dit compter également sur le DNI pour annoncer le nouveau chronogramme électoral.

"Je souhaite, qu'au sortir du Dialogue, vous aurez obtenu un consensus sur un nouveau chronogramme électoral. Ceci est très important pour renouveler le mandat des institutions comme l'Assemblée nationale", a indiqué Dr Boubou Cissé.

Actuellement, nos efforts sont dispersés et si on n'y prend garde, les ennemis du Mali chercheront à nous liquider un à un pour parvenir à leurs fins.

■ **Almatar Mahamar Touré**

Audience au MAECI : L'Ambassadeur du Royaume de Danemark auprès de la République du Mali reçu par le SG



L'Ambassadeur Boubacar Gouro DIALL, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale a reçu ce mardi 17 septembre, S.E. Mme Marianne Kress FUGL, Ambassadeur du Royaume de Danemark auprès de la République du Mali. Au cours des échanges, les deux personnalités ont fait le point de la Coopération entre le Mali et le Royaume de Danemark.

Une coopération marquée surtout au plan bilatéral, par la signature en mai 2017 d'une convention relative au Programme Pays pour la période 2017- 2022, d'un montant de plus de 67 milliards de Francs CFA.

Les multiples programmes de coopération couvrent les secteurs vitaux et stratégiques de notre pays, à savoir la promotion de l'emploi dans le secteur privé, l'eau et l'assainissement, l'agriculture, l'appui budgétaire etc. Au plan multilatéral, le Danemark participe à la stabilisation de notre pays à travers la MINUSMA avec un effectif de 60 soldats. Enfin, M. le Secrétaire Général et Mme FUGL ont évoqué la situation socio-politique du pays avec en ligne de mire la tenue très prochaine du Dialogue National Inclusif.

■ Bureau de l'Information et de la Presse/ MAECI

Diplomatie : Le PDG d'Azalaï Hôtel, Mossadeck Bally, nommé Consul général honoraire de Monaco au Mali

Les plus hautes autorités de la Principauté de Monaco ont décidé d'élever le niveau de leur Consulat honoraire au Mali en Consulat général honoraire. Et c'est notre compatriote M. Mossadeck BALLY qui a été nommé à ce poste.

Son Exequatur lui a été remis ce lundi 16 septembre par l'Ambassadeur Aguibou DIALLO, Directeur des Affaires Juridiques et ce au nom de S.E.M. Tiébilé DRAMÉ, Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale.

La qualité exemplaire des relations existant entre le Mali et la Principauté de Monaco et le niveau satisfaisant à tout point de vue de la coopération justifient le renouvellement de la marque de confiance des autorités monégasques à l'endroit de notre compatriote.

Il convient de rappeler que M. BALLY, opérateur économique de son état,

Lutte contre la corruption et les tracasseries routières : Le projet Mali Justice outille les journalistes



Lundi 16 septembre 2019 a débuté à l'hôtel Maeva Palace la formation de 16 journalistes de tout bord confondu en journalisme d'investigation, au Fact checking, au journalisme de données et au mobile journalisme. Initiée par le Projet Mali justice en collaboration avec le réseau malien des journalistes d'investigation, la formation se poursuivra jusqu'au 20 septembre 2019. Durant une semaine, les participants seront outillés en technique d'investigation pour mieux faire face au fléau de la corruption et aux tracasseries routières.

L'objectif est de briser les chaînes de la corruption qui font beaucoup de mal en Afrique de façon générale et au Mali en Particulier. Plusieurs éminents formateurs et journalistes comme Noel TADEGNON, professeur à l'école de journalisme du Togo partageront leurs expériences sur les thèmes comme : comprendre et informer sur la corruption, les techniques d'investigations, le journalisme de données et beaucoup d'autres thématiques nécessaires pour mener à bien le travail du journaliste d'investigation.

Notons que le projet Mali justice est un projet financé par l'USAID axé sur la justice au Mali à travers ses trois composantes dont la troisième a pour vocation de lutter contre les tracasseries routières, Aucun Paiement Sans Quittance.

■ Amadingué Sagara



est Consul honoraire de la Principauté de Monaco à Bamako depuis février 2010.

■ Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI.

L'impact du terrorisme sur l'économie malienne : L'économiste Modibo Mao MAKALOU donne son point de vue !



Dans un entretien accordé à nos confrères de la chaîne de télévision Marocaine Medi1 TV, le 11 septembre 2019, le consultant économique Modibo Mao Makalou a livré son point de vue sur l'impact des attaques terroristes sur nos différents outils de production économique.

Depuis plusieurs années, le Mali fait face à la multiplication et à la montée en puissance des groupes armés. La force Barkhane, la MINUSMA et l'armée malienne n'arrivent pas à contenir les stratégies mises en place par les groupes armés dans un conflit asymétrique. Si certains spécialistes décortiquent la situation en se penchant plus sur le volet sécuritaire, force est de constater qu'avec la montée en puissance des groupes armés, l'économie malienne a connu un sérieux handicap. Entre enlèvements, attentats et rébellions armées, la menace terroriste qui plane dans la capitale et dans les régions, affecte sérieusement les activités économiques, essentiellement dans le secteur primaire, sans compter que 75% de la population malienne vit dans les zones rurales qui sont fortement touchées par la crise sécuritaire. Pour rassurer la population et faire face à la menace sécuritaire, l'Etat malien a dû fortement déployer des dépenses extraordinaires dans le cadre du renforcement de La Défense et de la Sécurité au détriment de la relance économique et des secteurs sociaux de base après le coup d'Etat de mars 2012.

Cette poussée des périls sécuritaires et de la crise multiforme ont fragilisé l'économie malienne selon l'économiste Modibo Mao Makalou. « Le terrorisme a eu un grand impact sur notre économie, en rendant notre pays fragile, nous sommes un pays à vocation essentiellement agro-sylvo-pastorale, ce qui a fait que le terrorisme a eu un impact sur notre outil de production notamment en ce qui concerne les récoltes, les pâturages, les cueillettes mais surtout l'élevage en sus des conséquences du réchauffement climatique », a expliqué l'ancien conseiller économique à la Présidence de la République. A rappeler que Modibo Mao Makalou est titulaire d'un Master en international Business section Finance et une maîtrise en sciences économiques obtenus à l'Université de Montréal, il est actuellement le Président-Directeur d'un cabinet de consulting économique.

■ **BD**

Communiqué de la Plateforme des Mouvements du 14 juin sur l'annulation du CSA



La Plateforme des Mouvements du 14 juin 2014 d'Alger a pris acte du report de la 38ème session du CSA initialement prévue en dehors de Bamako conformément au point 9 du relevé des conclusions de la 37ème session.

Au moment où la priorité est à la normalisation de la situation à Kidal conformément aux recommandations de la troisième session de haut niveau du CSA tenue à Bamako le 17 juin 2019 présidée par les ministres des affaires étrangères d'Algérie et du Mali, la Plateforme ne perçoit aucune raison de bloquer le processus pour cause de non tenue du CSA à Kidal.

A ce stade du processus la Plateforme ne perçoit ni l'opportunité ni la pertinence de chercher un terrain neutre pour engager des discussions entre des parties maliennes qui vivent en toute convivialité dans leur pays. La simultanéité des Communiqués de l'ex Président du Comité de Suivi de l'Accord en date du 15 septembre courant, évoquant les raisons d'état soutenues par le Gouvernement du Mali en vue de l'annulation dudit CSA, le communiqué de la CMA du 16 septembre, puis le dernier communiqué de l'ambassadeur Boutache ex président du comité de suivi en date du 17 septembre pour conforter celui de la CMA restent des actes pour le moins improductifs.

La récente redynamisation de la lutte contre le terrorisme prônée par le Mali et les autres pays de la CEDEAO au cours du sommet extraordinaire de Ouagadougou le 14 septembre 2019 ne saurait être mise sous étoignoir par aucune entreprise de diversion.

La plateforme rappelle à toutes les parties qu'elles restent engagées par le pacte pour la paix signé entre le gouvernement du Mali et les Nations Unies et auquel tous les Mouvements ont adhéré lequel pacte exige la fin des opérations de désarmement et de réinsertion avant la fin de décembre 2019. La Plateforme en appelle au respect des engagements pris par toutes les parties au lendemain de la signature de l'Accord pour que désormais tous les problèmes entre Maliens se règlent au Mali.

La Plateforme appelle toutes les parties à respecter leurs engagements en vue de parvenir à une mise en œuvre diligente de l'Accord pour abrégier les souffrances des populations.

Bamako, le 17 septembre 2019

Pour la Plateforme
Le Président Fahad AG Almahmoud

Manifestations sur l'état désastreux des infrastructures : Mohamed Albacha TOURÉ et le printemps routier à Gao!

Le risque est grand, les attentes sont énormes et les promesses ne doivent pas être de nouveaux combustibles. A Tombouctou, les imams sont désavoués, les faux représentants de ressortissants à Bamako ne sont plus écoutés, la nouvelle génération semble s'être affranchie des théories coutumières qui ont longtemps servi de bouclier contre tout esprit de révolte.

A Gao, il faut être du milieu, connaître la psychologie des jeunes mais aussi leurs réseaux et leurs intentions en temps réel. Dans les échanges avec la délégation gouvernementale, la tension était montée d'un cran. Les forces de sécurité avaient certes la maîtrise du terrain, mais à l'intérieur, c'était une rébellion qu'on sentait dans les coulisses. Il y avait des rôles que ne devaient pas et ne pouvaient pas jouer les ministres de la République.

Mais le Directeur du FAFPA, Mohamed Albachar Touré, originaire de la cité des Askia, qui avait été rappelé directement de l'étranger où il tenait un panel, a retroussé ses manches aux côtés des ministres et de leurs collaborateurs pour apaiser une situation explosive. Les raisons sont simples à comprendre d'après nos constats. D'abord **Mohamed Albachar Touré**, le DG du FAFPA est un fils de la région. Une bonne partie de cette jeunesse semble lui faire allégeance. Cela ne les a pas



empêchés de revendiquer. Une jeune dame qui s'emportait tout près de nous était même venue nous confier : « **si nous ne trouvons pas de solutions, personne ne retourne à Bamako jusqu'à l'arrivée du Premier Ministre. Nous sommes fatigués ! Nous allons vous prendre en otages** ».

Supplications, coups de téléphones, explications, l'homme (Albachar) aura tout mis dans la balance de la discussion. En salle, dans les coulisses et même en ville, ce DG a le mérite d'avoir débloqué une bonne partie des obstacles posés par des jeunes déchainés. S'il y a des engagements que les ministres ne peuvent pas prendre, il y a aussi des méthodes et des interventions qu'ils ne doivent pas appliquer. Albachar, que nous avons suivi discrètement, a aidé à convaincre et à manager des jeunes qui voulaient mettre la barre plus haut et camper sur des positions qui allaient se durcir et faire échouer l'esprit de dialogue.

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

Lettre ouverte à Mamadou Kassogué, Procureur de la République : On réclame tout notre argent, y compris les “3,5 milliards de l’hôtel des finances”

Monsieur le Procureur de la République, permettez-moi de vous écrire à propos du très bon travail que vous avez commencé depuis quelques jours. Je parle bien sûr de l’ouverture des dossiers sur la lutte contre la corruption.

Désolé de n’avoir pas commencé par me présenter, je suis Mohamed Ag ASSORY. Ce nom ne vous dit certainement pas grand-chose, car je ne suis pas parmi vos nombreux “clients” que vous receviez ces derniers temps. Je suis surtout un jeune compatriote qui aime se mêler de tout sans être invité. Je suis également un de vos cousins du Nord, donc quand je dis “Monsieur” là, comprenez que c’est juste pour la forme et pour éviter une condamnation pour non-respect à l’autorité. Cependant, au nom de ce cousinage-là, je vais me permettre d’utiliser un certain ton de vérité.

Après cette brève parenthèse, je vous transmets surtout les encouragements et les félicitations de l’ensemble du peuple malien. Ce peuple meurt de soif de justice potable depuis des années. Aujourd’hui vous incarnez l’espoir, l’espoir d’une justice pour tous. Bref, une vraie justice quoi !

En parlant de justice, je vois que vous avez ouvert des enquêtes sur plein de dossiers: l’AP-CAM, les avions cloués.... Mais, curieusement, on a aucune nouvelle sur “ le détournement de plus de 3 milliards F CFA à l’hôtel des finances”.

Pourtant cette affaire avait été révélée à l’opinion nationale par les syndicats des magistrats. Si je ne me trompe, vous étiez même dans cette conférence de presse lors de la grève des magistrats.

Sachant que des grandes personnalités à l’image des magistrats ne sauraient tenir des tels propos sans preuve, j’en déduis que vous disposez de tous les éléments pour tirer cette affaire au clair et envoyer les responsables rejoindre le sieur Bakary Togola dans sa nouvelle “demeure”.

Comme vous êtes très surchargé en ce moment avec des risques de trous de mémoire,

je vous rappelle juste que le Ministre des finances de l’époque et qui occupe le même maroquin en plus de celui de la Primature est Monsieur Boubou Cissé.

Ce n’est pas que les autres affaires ne m’intéressent guère, mais vous savez, monsieur le Procureur de la République, les maliens veulent tout leur argent ou à défaut, des têtes, mais des très grosses à l’image des montants en jeu. Donc, vous avez ici l’occasion de faire d’“une pierre trois coups”. Si on commence à nettoyer, autant commencer par soi !

Vous allez surtout nous prouver par cet acte, même à nous les plus sceptiques, que la machine de la justice malienne a repris de plus belle et n’a qu’une seule vitesse et en bonus que personne n’est dorénavant “intouchable” dans ce pays.

Que toutes les têtes tombent, et vous aurez notre soutien total !

Très respectueusement,

**Mohamed Ag ASSORY,
Citoyen et justiciable !**



Sommet extraordinaire de la CEDEAO : Le ministre Tiébilé Dramé décrypte les conclusions de Ouagadougou



Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Tiébilé Dramé, a rencontré, hier, les ambassadeurs et les représentants des organisations internationales présents dans notre pays. La rencontre s'est tenue dans la salle de conférence de son département, en présence du ministre de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation nationale, Lassine Bouaré, et de celui de l'Intégration africaine, Me Baber Gano. Il s'agissait pour le gouvernement de faire le compte rendu des conclusions du sommet extraordinaire de la CEDEAO tenu le 14 septembre dernier à Ouagadougou portant sur le terrorisme. L'occasion était aussi bonne pour expliquer les raisons du report de la 38^e session du Comité de suivi de l'Accord (CSA) qui devait se tenir à Kidal.

Parlant des objectifs du sommet extraordinaire de la CEDEAO portant sur le terrorisme, le chef de la diplomatie malienne a précisé que cette conférence à laquelle a participé le président de la République, visait à examiner les diffé-

rentes initiatives prises pour prévenir et lutter contre le terrorisme. L'objectif du sommet, selon Tiébilé Dramé, était aussi de redéfinir les domaines d'intervention prioritaires pour endiguer les attaques terroristes et éradiquer le terrorisme dans la région. Le ministre Dramé a ajouté que le sommet a débouché sur des conclusions très encourageantes pour les gouvernements et les peuples de la région. Au cours de cette rencontre importante à Ouagadougou, a-t-il précisé, les participants ont souligné l'impérieuse nécessité pour la CEDEAO d'assurer le leadership de la lutte contre le terrorisme dans la région et de coordonner les multiples initiatives multinationales de lutte contre ce phénomène.

De surcroît, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a souligné que ladite conférence a aussi apporté son plein soutien à l'exercice de la souveraineté du Mali sur l'ensemble de notre territoire. D'une manière précise, le sommet a notamment réaffirmé que Kidal est partie intégrante de notre

territoire et exigé le retour des démembrements de l'Etat, y compris les forces armées reconstituées et de l'administration dans toute la Région de Kidal.

Par ailleurs, Tiébilé Dramé a signalé qu'un plan d'actions sur 5 ans a été ébauché et une importante annonce d'un milliard de dollars, soit environ 500 milliards Fcfa, comme contribution de l'organisation sous régionale à la lutte contre le terrorisme. Ce plan d'actions prévoit notamment la mutualisation des efforts et la coordination des initiatives de lutte contre le terrorisme, la lutte contre le financement de ce phénomène ainsi que le partage effectif, direct des informations et des renseignements entre les services des Etats membres de la CEDEAO.

Le report de la tenue de la 38^e édition du CSA à Kidal, selon le ministre Dramé, est une décision du président de la République. Le chef de l'Etat a souhaité, a-t-il argumenté, que la réunion qui devait se tenir ce mardi soit reportée à une date ultérieure pour ce qui concerne le lieu, c'est-à-dire Kidal. Au regard d'éléments nouveaux intervenus, a-t-il insisté, le chef de l'Etat a souhaité que cette 38^e édition du CSA ne se tienne plus à Kidal. Ce, pour éviter de prendre le risque de créer une situation susceptible d'amener des controverses au moment où le Dialogue national inclusif connaît un essor remarquable. Ce n'est pas un refus, a poursuivi le ministre Dramé, de tenir le CSA à Kidal, mais il s'agit plutôt de reporter afin que toutes les conditions soient réunies et qu'il y ait une réelle normalisation de la situation.

En outre, le chef du département des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a réaffirmé l'engagement du président de la République à poursuivre la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation en vue de la restauration de la paix et de la stabilité. Les diplomates et les représentants des organisations internationales ont salué les éclairages de notre gouvernement concernant les différents points inscrits à l'ordre du jour de cette rencontre. Le Haut représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel, Pierre Buyoya, a réitéré la position du président de cette organisation à soutenir les initiatives visant à la restauration de la paix et la sécurité dans notre pays.

■ **Mohamed D. DIAWARA**

Affaire Bakary Togola : Les ennemis de la Nation s'en mêlent



La détention de Bakary Togola, Président de l'APCAM, depuis le jeudi 16 septembre 2019, a été ressentie comme un coup de tonnerre par les millions de Maliens dont beaucoup s'étaient résignés à ne jamais voir une personnalité malienne poursuivie pour corruption sous le régime d'IBK. En effet, malgré des déclarations solennelles du Président de la République en faveur de la lutte contre la corruption, malgré la mise en place de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite (OCLEI) et bien d'autres structures similaires, il semble que la volonté politique de lutter contre ce qui est le principal fléau contre le développement du Mali n'a jamais été réelle. Pendant que les Maliens se remettent à espérer pour la renaissance de la Justice au Mali grâce au Procureur Mamadou Kassogué, voilà que des ennemis de la Nation mettent en branle leurs pouvoirs occultes pour la libération d'un homme poursuivi par la justice et sur qui pèsent de sérieux soupçons suite à l'ouverture d'une information judiciaire pour « faux, usage de faux, soustraction frauduleuse, détournements et autres malversations ».

Le Procureur Mamadou Kassogué semble décidé à faire son travail en toute indépendance et dans la plus grande transparence. Il l'a ouvertement déclaré dès sa prise de fonction, et dans son récent point de presse suite à l'arrestation de Bakary Togola, il l'a répété en ces termes : « Aucune plainte, aucune dénonciation ne restera sans suite. S'il n'y a rien on le dira, en tous les cas, les intéressés répondront de leurs actes ». Il s'agit là d'un langage nouveau dans la bouche d'un juge malien car la Justice malienne, à tort ou à raison, est consi-

dérée comme l'une des institutions les plus corrompues de la République du Mali. Quand il était ministre de la Justice, Me Mamadou Ismaila Konaté a fustigé ceux des juges qu'il considérait comme des « brebis galeuses » et exprimé sa détermination à les combattre. Il en a été empêché. A sa suite, Me Malick Coulibaly a fait passer un grand coup de balai en mettant en œuvre l'un des plus vastes mouvements parmi les juges et autres magistrats. Outre que Me Coulibaly partage avec Me Konaté la jeunesse, les deux hommes ont en





commun l'horreur d'être manipulé. Ils l'ont montré tous les deux en démissionnant de leur fonction. On peut penser que Mamadou Kassogué est de la même trempe lui qui a, aussi, un haut sentiment de sa charge. Tous ceux qui rêvent de voir la Justice se relever au Mali lui apportent déjà leurs soutiens.

C'est le cas de la Coordination des Mouvements, Associations, Sympathisants de l'Imam Mahmoud Dicko qui, dans un communiqué, dit apporter « son soutien à la justice pour élucider » l'affaire Bakary Togola. C'est également le cas de la Plateforme contre la Corruption et le Chômage au Mali (PCC) de Professeur Clément Dembélé et ses camarades qui ont fait de la lutte contre la corruption leur principal combat pour la restauration de la dignité des Maliens. Au contraire de ces deux mouvements, aucun parti politique n'a, jusque-là, fait le moindre commentaire sur l'interpellation du Président de l'APCAM. Ce silence lourd traduirait-il l'embarras de ses camarades du Rassemblement Pour le Mali, parti présidentiel dont le prévenu est membre ? L'arrestation de Bakary Togola suscite-t-elle la peur chez tous ceux qui ont des choses à se reprocher ?

En tous cas, voilà que des charlatans, ennemis de la Nation, se mettent déjà en branle. Ainsi, des sources rapportent qu'une délégation des partisans de Bakary Togola serait allée demander l'intercession du Chérif de Nioro pour la libération du Président de l'APCAM. Si on est un vrai musulman, doit-on s'opposer à la Justice de son pays en intercédant en faveur d'une personne qui est soupçonnée de vol ? Le vol n'est-il pas un péché condamné en Islam ? Le Chérif de Nioro selon les mêmes sources a refusé de se mêler d'une sordide histoire de vol. Malheureusement c'est devenu une habitude au Mali que des gens dont on attend droiture et défense de l'intérêt général interviennent

dans des affaires où aucun homme vertueux n'oserait s'engager. Plus grave est la décision des populations de Koumantou et environs, fief de Bakary Togola, de bloquer les routes internationales du Sud du Mali si « leur parent » n'est pas relâché.

Voilà ce qui arrive dans un pays si l'on empêche la Justice de faire son travail. Parce que l'impunité est devenue la règle au Mali, rares sont ceux qui cultivent encore des vertus comme l'Honneur et la Dignité. Car, il y a peu, les hommes d'honneur auraient préféré « la mort à la honte ». Il y a de la honte pour un homme digne d'être poursuivi de vol. Les parents d'un tel homme devraient se terrer de honte et non exiger qu'il soit libéré sans que la justice décide s'il est coupable ou non. Mais depuis l'avènement de la troisième République, les Présidents qui se sont succédé n'ont pas fait montre de leur attachement à sauvegarder les deniers publics. Le pillage des ressources de l'État s'est amplifié au fil des années jusqu'à atteindre aujourd'hui un niveau où c'est toute l'économie nationale qui est en danger. Certains Maliens se sont offusqués quand l'ancien ambassadeur d'Allemagne en fin de mission chez nous a dénoncé, en des termes peu

diplomatiques, l'extrême corruption que nous vivons. Et c'est au tour des Partenaires techniques et financiers de menacer de cesser leur soutien au Mali si des mesures de lutte contre la corruption ne sont pas prises. On le voit, le Procureur Mamadou Kassogué est dans la bonne voie. Reste à savoir si les ennemis de la Nation réussiront à l'arrêter surtout quand on sait que son prochain projet est de s'attaquer à l'affaire dite des « hélicoptères cloués au sol » où l'entourage immédiat du Président de la République pourrait être impliqué. En tout le Procureur du Pôle économique vient de prouver sa détermination en envoyant à la Maison Centrale d'Arrêt de Bamako ce mercredi Soloba Lady Keita le SG de la C-SCPC de Kita, Drissa Traoré de Sikasso. Le Pôle Économique et Financier a aussi mis sous contrôle judiciaire Mpiè Doumbia, Mamadou Fomba et Alou Dembélé, après les avoir écoutés. Si le Procureur Mamadou Kassogué était empêché de faire son travail, il ne restera plus que la pression des PTF pour faire plier le régime d'IBK en l'obligeant à s'engager enfin dans la lutte contre la corruption au Mali.

■ **Diala Konaté**



Processus de sortie de crise : Pourquoi majorité et opposition devraient privilégier le dialogue

■ ■ Mon maître Tierno Bokar avait l'habitude de dire : il y a trois vérités : ma vérité, ta vérité, et la Vérité. Cette dernière se situe à égale distance des deux premières. Pour trouver la vérité dans un échange, il faut donc que chacun des deux partenaires avance vers l'autre, ou s'ouvre à l'autre. Cette démarche exige, au moins momentanément, un oubli de soi et de son propre savoir...», s'exprimait ainsi le vieux Sage Amadou Hampâté Bâ dans son livre intitulé "Jésus vu par un musulman".

Le Dialogue n'est pas chose aisée en ce sens qu'il suppose une violence sur soi. Une certaine renonciation à quelque chose souvent à laquelle l'on tient tant. Il pourrait être envisagé comme un face à face, un rendez-vous du donner et du recevoir, une confrontation pouvant déboucher sur une décision, un consensus ou un accord. Dans le guide du facilitateur du dialogue entre partis politiques de l'"International Institute for Democracy and Electoral Assistance", on peut lire ceci : « Le Dialogue n'est pas une invention moderne. À travers l'histoire et dans la plupart des sociétés, le fait de rassembler des personnes pour les aider à surmonter leurs différences et à résoudre leurs problèmes a toujours été une mission prestigieuse, généralement confiée à des individus expérimentés, à des anciens ou à des per-

sonnes respectées pour la qualité de leur jugement et leur sagesse. Certains éléments de méthodologie du Dialogue ont été et sont encore employés dans les sociétés traditionnelles et s'appuient sur des procédures et coutumes ancestrales (par exemple, les "jirgas", les "shuras" et les conseils de village). Leur validité est d'ailleurs reconnue dans les processus de justice de transition, de gestion des conflits et de réconciliation (IDEA international, 2008b)».

Ainsi, selon les situations de crise, on observe souvent des initiatives internes où les acteurs en présence peuvent accepter de se retrouver pour discuter des problèmes au nom de l'intérêt général. Tout comme on a recours également aux médiations, qu'elles soient nationales ou internationales. Les intérêts du peuple et l'opinion des citoyens doivent être les seules références, les seuls guides au Dialogue politique puisque c'est de cela qu'il s'agit. C'est dire qu'il n'y a de sujet tabou dans ce Dialogue que ce que le peuple souverain considère comme tel.

À priori, on pourrait dire que présentement le contexte est difficile voire hostile au Dialogue politique au Mali, malgré l'existence d'un Triumvirat considéré comme "politiquement" neutre. La Majorité et l'Opposition se regardent en chiens de faïence.

Le Dialogue, qu'il soit l'initiative du président de la République ou celle de la classe politique dans son ensemble, si les acteurs ne sont pas de bonne foi, s'ils sont animés par des attitudes «jusqu'aboutistes», le fiasco sera toujours au rendez-vous. Toutefois, si la Majorité et l'Opposition sont disposées à Dialoguer véritablement, il va falloir d'un côté, l'Opposition et la société civile acquise à sa cause formuler des doléances raisonnables ou du moins légales à défaut d'être réalistes. C'est ce que le principal parti politique de l'Opposition, Union pour la République et la Démocratie (URD) a compris. D'où sa participation à l'atelier national de validation des termes de référence du Dialogue politique inclusif de trois jours (samedi 15 au lundi 16 septembre au CICB).

En tout cas, toute attitude contraire à l'esprit du Dialogue de la part de la Majorité ou de l'Opposition serait nuisible à notre pays qui a trop souffert des batailles partisans débouchant sur des remises en cause des acquis de notre Peuple. Qui a intérêt que le Mali s'enlise aujourd'hui encore dans une crise politique ? À qui profitent les guéguerres politiciennes ?

■ Sambou Sissoko



Vols, détournements, surfacturations, concussions au sommet de l'État : Quand l'honorable Soumaïla Cissé documente les forfaitures sous IBK !



Le Chef de file de l'opposition, l'Honorable Soumaïla Cissé, avait, certes, rencontré la presse, il y a près de trois semaines, pour l'informer et à travers elle le Mali et le monde, qu'il avait déposé à l'Assemblée Nationale une correspondance demandant que des investigations soient diligentées pour faire toute la lumière sur de multiples délits qui ont fait saigner le pays et qui sont en passe de l'étrangler pour de bon. Mais, combien de nos compatriotes ont lu la fameuse missive datée du 26 août 2019?

Très peu sans doute, sinon le seul destinataire attiré, l'Honorable Issiaka Sidibé, Président du Parlement et beau-père du golden boy, Karim Kéïta, fils du Président IBK et non moins Président de la Commission Défense de l'Assemblée Nationale. Une spirale de Présidents, comme un triangle enchanteresse pour

conspirateurs fort intouchables, en tout cas, un triangle de vaudeville (le mari, la femme et l'amant) en train de devenir un autre triangle de Bermudes où le Mali inexorablement est en train de se perdre.

Il faut d'abord se convaincre que Soumaïla Cissé ne doit pas être vu sous les traits d'un Procureur malien, encore moins sous ceux d'un Procureur romain ou d'un inquisiteur zélé. Il est un citoyen malien, Chef de file de l'opposition politique à qui incombe le devoir de s'ériger en sentinelle particulièrement vigilante pour la défense des intérêts du Mali et des Maliens.

La question qui importe est de savoir s'il est qualifié pour cette mission et s'il a avec lui les hommes et les femmes, tout aussi aptes. Assurément, l'élu de Niafounké a toute la légitimité politique pour agir puisque nul ne peut

lui contester le privilège d'être le Chef de file de l'opposition politique. Il a, en plus, l'expérience dans l'action, tant au plan national qu'international, et la carrure intellectuelle pour savoir pointer les forces et les faiblesses de notre économie, particulièrement les finances dont il maîtrise les arcanes.

Donc, il est capable de mettre en exergue les manquements malignement opérés par des faussaires, fussent-ils être les plus intelligents sur la terre. Pourquoi ne pas alors signaler que la même Assemblée Nationale du Mali a eu à valider la saine gestion de l'économie malienne par Soumaïla Cissé pour le temps qu'il fut Ministre de l'Économie et des Finances sous un certain Premier Ministre Ibrahim Boubacar Kéïta? Satisfecit, il faut le relever, n'a jamais été remis en cause jusqu'à aujourd'hui.

Or, c'est ce Soumaila Cissé, dans le rôle de Chef de file de l'opposition politique, qui documente avec minutie les SCANDALES multiples qui rythment la gouvernance qui est celle d'IBK depuis 2013, en partant des bidonnages qui ont prévalu à son élection et à sa réélection. Le listing des vols, concussions, surfacturations, surdimensionnements, délits colorés, etc., donne le tournis.

Tant de crimes économiques et financiers attestent que le Chef de l'État Ibrahim Boubacar Kéïta est en total déphasage avec la morale publique et la morale tout court, et qu'il n'est que l'artisan conscient de la démolition des assises de la République.

De là à le soupçonner de parjure, voire de haute trahison, il n'y a qu'un pas à franchir. Les accusations ne manquent pas, en effet toutes argumentées par des professionnels aguerris. Les Rapports du Bureau du Vérificateur Général, rien qu'en ce qui concerne l'avion présidentiel dont nul Malien ne connaît encore le coût réel, sont d'une limpidité exemplaire. Pour ce qui est de la Loi d'Orientation et de Programmation militaire 2015-2019 et dont le

gâchis financier a occasionné pour le Peuple et pour l'Armée nationale de graves et dramatiques conséquences, les délits ont pour noms : aggravation de l'insécurité, tueries massives, des centaines de victimes civiles et militaires, etc. C'est comme si l'on a soustrait de l'argent public au Peuple pour servir à l'enrichissement illicite effréné de quelques-uns et pour que le pays soit bien à la merci de ses ennemis.

Conséquences, « De 2013 à 2019, l'insécurité grandissante a occasionné la mort de plus de 4000 civils et militaires, plus de 500 pour le seul semestre 2019. Pendant ce temps, les violences liées aux conflits n'ont jamais baissé d'intensité ; au contraire, elles ont atteint un niveau de gravité inégalée ». Ce n'est pas tout. «Le nombre de personnes déplacées fuyant les violences est estimé à 120.000, tandis que plus de 179.000 enfants sont privés d'éducation, un droit fondamental, et 926 écoles sont restées fermées». Un tableau si sombre qui contraste avec l'énervant slogan présidentiel «Le Mali avance». Cynisme ne peut être plus révoltant.

On voit bien que, sans la corruption rampante,

sans les détournements d'une hauteur jamais enregistrée au Mali, le pays aurait pu être le nouvel Eldorado où travail, richesses, mieux vivre, mieux-être et bonheur auraient été le climat.

Il n'y a qu'à mettre bout à bout les énormes sommes d'argent dont nous avons été spoliés pour admettre que l'on aurait pu non seulement augmenter le salaire des fonctionnaires à 100%, mais aussi construire les infrastructures routières les plus solides du monde, édifier les hôpitaux les plus modernes, bâtir l'école de l'avenir, du premier cycle à l'Université.

L'opposition politique, que l'on croyait plumée, après l'Accord politique du mois de mai 2019, n'est pas clouée au sol. Elle a du répondant, non pas pour motivations épidermiques politiciennes, mais pour de réels soucis patriotiques. Il importe que sa lettre du 26 août 2019 adressée au Président de l'Assemblée Nationale soit copiée et distribuée à tous les Maliens.

■ **Bogodana Isidore Théra**

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

Dialogue National Inclusif : Les TDR validés sur fond de divergences

Les termes de référence du dialogue national inclusif ont été validés ce lundi, 16 septembre 2019, à Bamako. Les organisateurs estiment que les recommandations issues du document permettront de mettre en place une stratégie de sortie de crise multidimensionnelle du pays. L'opposition, quant à elle, émet des réserves concernant l'atteinte des objectifs. Des observateurs soulignent la nécessité d'établir la confiance entre les acteurs.

Durant 3 jours, la problématique de la crise sécuritaire et politique du pays était au centre des discussions. Pour pallier cette situation, il faudrait préserver nos « valeurs traditionnelles » et nos « identités coutumières », déclare Adama Samassékou, porte-parole des participants aux travaux du dialogue national

inclusif.

« Dans la convivialité, dans la recherche de consensus et de partage, toutes les questions ont été vraiment évoquées », affirme Samassékou. Avant de préciser, que les échanges ont été essentiellement faits à travers les vecteurs fondamentaux qui sont nos langues. Il souligne aussi que ces termes de références qui devraient être « traduits dans les différentes langues nationales » seront diffusés partout par des facilitateurs. L'objectif, précise-t-il, est que « le peuple malien puisse s'en approprier et se préparer à ce dialogue que nous avons souhaité le plus inclusif possible ».

L'opposition, de son côté, réclame une représentation paritaire au même titre que la majorité sur le plan politique. Elle pense qu'il faudrait relire l'Accord pour la Paix et la ré-

conciliation. Ses responsables estiment aussi que l'absence de l'État sur l'ensemble du territoire remet en cause le processus de révision constitutionnelle.

« Nous avons souhaité qu'il y ait des participants de qualité qui représentent véritablement la société civile. La majorité et l'opposition doivent être représentées de façon paritaire. Ensuite, il y a l'aspect de l'accord issu du processus d'Alger qui doit être mis en débat pour qu'on voie ce qui bloque la mise en œuvre de cet accord. Par rapport à la révision constitutionnelle, l'opportunité et la pertinence de la révision constitutionnelle doivent être étudiées », déclare Ibrahim Ikassa Maïga, secrétaire général adjoint à la justice du parti de l'Opposition, URD.

D'ici là, certains observateurs estiment qu'il est nécessaire de rétablir la confiance pour que les résolutions de ce dialogue soient utiles. Selon eux, il faudrait laisser les Maliens décider, « si on veut passer d'une troisième république à une quatrième République ».



Dialogue National Inclusif : les TDR validés sur fond de divergences

Scandale de « l'engrais frelaté » : Le Mémoire du PARENA



1.1- INTRODUCTION

Un énorme scandale relatif à l'introduction au Mali d'engrais déficitaires en phosphate, en azote, en phosphore et autres nutriments a éclaté au grand jour dans notre pays.

L'utilisation de ces engrais aura sans doute des conséquences, au moins, sur les rendements agricoles et sur l'environnement.

Au Mali, le marché de l'engrais et des pesticides, c'est la poule aux œufs d'or. C'est bon an, mal an, des dizaines de milliards de francs CFA. Pour la campagne agricole 2015-16, c'est plus de 60 milliards de francs CFA pour les engrais et 20 milliards pour les pesticides.

Outre les facilités douanières et fiscales accordées aux importateurs, l'Etat subventionne l'engrais à hauteur de 35 milliards de francs CFA pour la campagne en cours. Il est dès lors incompréhensible qu'un fournisseur malien vende la tonne d'engrais plus chère au Mali qu'au Burkina et en Côte d'Ivoire.

Seize (16) fournisseurs se partagent le marché de l'engrais cette année. Les principaux bénéficiaires sont : Toguna Agro Industries et Somadeco.

Les protagonistes du scandale en cours sont : les deux fournisseurs ci-dessus mentionnés, le président du syndicat des producteurs de coton, le Groupement d'intérêt économique (GIE) qu'il préside, les membres de ce GIE, le Gouvernement du Mali avec en tête le Ministre du Développement Rural et le Président de la République.

Les victimes sont : le paysan, le contribuable, le consommateur et l'Etat maliens. Entre au-

tres conséquences, ce scandale risque de déstabiliser la filière coton qui est un des piliers de l'économie nationale.

La morale publique ne sort pas grandie de ce nouveau scandale de l'ère IBK.

1.11- LA VRAIE HISTOIRE DU SCANDALE DE « L'ENGRAIS FRELATE »

C'est le Ministre Bocary Tréta qui, commentant les résultats des tests en laboratoires, a le premier parlé publiquement de « 40% d'engrais frelatés ». L'expression a été reprise par la suite par le Chef de l'Etat et le Premier ministre.

Le « GIE » présidé par Bakary Togola et les commandes 2015-2016

Depuis la restructuration du secteur coton en 2006, le marché des engrais est géré par un Groupement d'intérêt économique (GIE) présidé par le président de l'Union nationale des sociétés coopératives de producteurs de coton (UNSCPC) connue sous le nom de syndicat des cotonniers.

L'Office de la haute vallée du Niger (OHVN) et la CMDT

(Compagnie malienne de développement textile) sont membres du GIE devenu un des acteurs-clés du secteur agricole.

C'est ce GIE qui se réunit chaque année pour attribuer aux fournisseurs soumissionnaires les parts de marchés et les milliards correspondants. Car l'engrais, c'est une affaire de milliards. La campagne est financée par les banques et par l'Etat qui subventionne le prix

de l'engrais à hauteur de 35 milliards. La récolte étant collectée et vendue par la CMDT, les paysans reçoivent leur dû après remboursement des prêts bancaires.

Son président, M. Bakary Togola, est devenu, au fil des ans, un des hommes les plus importants du pays. Cet homme préside également l'APCAM (Assemblée permanente des chambres d'Agriculture du Mali).

La présidence du GIE est liée à celle de l'Union des sociétés coopératives des producteurs de coton (UNSCPC) qui connaît une profonde crise de gouvernance.

2. Contestations autour des commandes

Pour la campagne agricole 2015-2016, plus de 60 milliards de francs CFA seront déboursés par les producteurs de coton et l'Etat maliens au titre des engrais et 20 milliards pour les pesticides.

Le 4 octobre 2014, le GIE dirigé par Bakary Togola, a délibéré et attribué les marchés d'importation de l'engrais de la campagne agricole 2015-16 à seize (16) opérateurs pour les 210.000 tonnes du secteur coton et à huit (8) opérateurs pour les 37.000 tonnes destinées au secteur céréales pour des prix unitaires oscillant entre 317.000 F et 245.000F la tonne. Créée en 2008, Toguna Agro Industries s'est imposée très vite comme un opérateur majeur du marché des engrais.

Adjudicataire à l'issue du dépouillement du 4 octobre 2014, de 136.000 tonnes sur les 247.000 tonnes, Toguna a saisi officiellement le Gouvernement, en novembre 2014, de « la qualité douteuse des engrais fournis par la société SOMADECO », un autre fournisseur.

Après plusieurs semaines d'atermoiements, les autorités ont fini par ordonner des analyses en laboratoire.

Pour vérifier la qualité des engrais livrés, des échantillons ont été prélevés chez tous les fournisseurs sur un total de 9000 tonnes livrées. Les résultats provisoires, communiqués, le 8 avril, par la Direction Nationale de l'Agriculture, ont démontré que 37% des 9000 tonnes ne correspondent pas aux normes de la CEDEAO car déficitaires en phosphate, azote, potasse et autres éléments nutritifs.

Le 21 mai 2015, le président du GIE s'est vu obligé d'écrire à une vingtaine de fournisseurs pour les inviter à « prendre les dispositions utiles pour le retrait et le remplacement » des

quantités d'engrais hors normes.

Si 37% de 9000 tonnes sont déficitaires en phosphates, azote et potasse, qu'en est-il des 238.000 autres tonnes qui n'ont pas fait l'objet de vérification?

Quel pourcentage des 238.000 tonnes est hors normes ?

Les quantités déjà acheminées auprès des producteurs ont-elles été toutes retirées ?

3. Alerte du gouvernement ivoirien, attermolements côté malien :

Le 14 janvier 2014, le Ministre ivoirien de l'Agriculture, M. Mamadou Sangafari Coulibaly, a prévenu son homologue malien : « Il nous revient de manière récurrente, que des engrais non conformes aux normes de qualité, telles que définies dans le Manuel de procédure de Contrôle des engrais de la CEDEAO, sont importés et commercialisés en Côte d'Ivoire et dans la sous-région. Les sociétés importatrices sont, pour la plupart, installées en Côte d'Ivoire et au Mali ».

Le Ministre ivoirien termine par des recommandations :

« Aussi ai-je l'honneur de porter à votre connaissance cette situation, aux fins de dispositions que vous voudrez bien prendre dans votre pays, pour protéger les producteurs, utilisateurs finaux de ces engrais, contre ces opérateurs économiques véreux ».

Curieusement, le gouvernement malien n'avait jusque-là pas ouvert d'enquêtes après avoir été informé par le Gouvernement ivoirien de l'introduction au Mali d'engrais ne correspondant pas aux normes fixées par la CEDEAO.

Tout gouvernement soucieux du sort de son agriculture, de la qualité de la production agricole, de la santé des sols, de la santé des producteurs, en un mot, tout gouvernement qui se préoccupe du peuple de son pays aurait immédiatement ouvert des enquêtes et alerté l'opinion. Ou simplement bloqué l'entrée de ces produits sur le territoire national.

Il a fallu que Toguna saisisse en novembre 2014 le Gouvernement au sujet de « la qualité douteuse des engrais » importés par Somadeco pour que des tests soient effectués à partir de février 2015, soit plus d'une année après l'alerte donnée par le ministre ivoirien. Et pour des résultats non encore définitifs.

Entretiens, notre ministre du Développement Rural n'avait même pas daigné répondre au

courrier du chef du gouvernement prévenu, le 2 décembre 2014, par le Ministre de l'Industrie d'alors.

4-Evitement et contre-vérités de la part du Ministre de tutelle

Jeudi 18 juin, les développements inattendus de ce que tout le pays appelle désormais le scandale de « l'engrais frelaté » ont forcé le Ministre du Développement Rural, le Dr Bocary Tréta, à venir répondre à l'interpellation des députés. Les débats étaient retransmis en direct par la radio et la télévision publiques.

Lors de son passage à l'Assemblée Nationale, le Ministre Bocary Tréta n'a pas répondu aux questions posées par les députés.

Regardant les députés dans les yeux, il a affirmé qu'il ignorait tout de la passation des marchés de l'engrais par le GIE dirigé par M. Bakary Togola.

Avec aplomb, le Ministre a dit, aux députés, aux paysans et au pays tout entier qui le suivaient à la radio et à la télé qu'il n'était mêlé ni de près ni de loin à la passation des marchés d'engrais. A l'écouter, la question de l'engrais est laissée à la seule discrétion du GIE présidé par Bakary Togola.

Ainsi donc, le Gouvernement se désintéresserait de l'achat de l'engrais dans lequel l'Etat apporte une subvention de 35 milliards de francs CFA !

Les faits contredisent gravement le Ministre. D'abord, une représentante du Ministre du Développement Rural et une conseillère technique de la Ministre de l'Economie ont participé à la commission qui a attribué les 247.000 tonnes d'engrais aux 24 heureux fournisseurs, le 4 octobre 2014.

Ensuite, dès la fin du « dépouillement des offres », le président du GIE, M. Bakary Togola, est allé soumettre au Ministre Bocary Tréta, dans son bureau, les résultats aux fins de validation.

5-Le président de la République savait tout ... Il a laissé faire.

Lors du Conseil Supérieur de l'Agriculture tenu le 26 mai 2015, le président de la République a dénoncé le scandale de « l'engrais frelaté ». Il a exprimé son indignation, a parlé « d'éthique » et de « morale » et a promis qu'il n'y aurait pas « d'impunité ».

Et pourtant, rien ne permet de penser que le président de la République n'était pas au courant de cette ténébreuse affaire connue de plusieurs ministres et du Premier ministre depuis les débuts.

Le Président a reçu le 2 mars 2015 au Palais de Koulouba le « Collectif des producteurs de coton pour la défense de la bonne gouvernance » qui l'a longuement entretenu du fonctionnement non démocratique de l'Union des coopératives, de la fin du mandat de M. Bakary Togola depuis 2013, de la violation des textes régissant les sociétés coopératives et de la mauvaise gouvernance des organisations paysannes. Le Président avait promis aux cotonniers rencontrés qu'il allait s'occuper de l'affaire... Le Collectif attend toujours !

Plusieurs mois auparavant, samedi 4 octobre 2014, IBK a reçu à Sébénincoro, le président du GIE venu lui soumettre les résultats de l'attribution des marchés d'engrais. Après s'être rassuré que les heureux bénéficiaires des contrats de milliards sont des opérateurs économiques amis, le chef de l'Etat a validé les résultats du dépouillement fait par l'équipe de M. Bakary Togola. Ces mêmes résultats qui avaient été préalablement approuvés par le Ministre du Développement Rural.

Aux anges, M. Bakary Togola quitta la résidence de Sébénincoro, escorté par deux mottards de la Sécurité présidentielle qui l'ont conduit à son bureau.

Nombre de ceux qui étaient encouragés par le discours de fermeté du Président sur « l'engrais frelaté » ont été déçus de le voir se rendre, du 4 au 6 juin 2015, à Rome pour une réunion de la FAO, avec deux des principaux protagonistes de l'histoire de « l'engrais frelaté » : le Ministre Bocary Tréta et Bakary Togola, président du Syndicat des cotonniers, président de l'APCAM et président du très stratégique GIE de l'engrais.

Quel message le chef de l'Etat a-t-il envoyé aux dix-sept millions de Maliens en se rendant à Rome en ce moment précis avec le ministre Tréta et Bakary Togola ?

6-La crise au sein des coopératives de producteurs et le parti-pris flagrant des autorités :

Le bureau qui dirige l'Union des coopératives et que préside M. Bakary Togola a été mis en place en 2007 pour un mandat de trois ans renouvelable une seule fois.

Un « Collectif pour la défense de la bonne gouvernance au sein de l'UN-SCPC » estime que les deux mandats successifs de M. Bakary Togola ont pris fin en 2013. Ce Collectif conteste la légitimité de M. Bakary Togola à la tête du Syndicat au regard de l'acte uniforme de l'OHADA et des statuts de leur l'Union.

Or, c'est en tant que président des cotonniers qu'il préside le très sensible GIE qui attribue les marchés de l'engrais et des pesticides.

Malgré la crise qui sévit au sein des producteurs de coton où la contestation grandit, bien qu'il soit resté plus de six (6) ans à la tête du syndicat des producteurs de coton, le Ministre du Développement Rural a validé les structures mises en place par M. Bakary Togola.

En outre, le Ministre a mis en garde ceux qui contestent l'autorité du président sortant : « ...toutes les personnes qui se rendraient coupables de pareils actes pourraient s'exposer à la rigueur de la loi » (lettre 00019 du 8 janvier 2015).

7-Des producteurs abandonnés par le pouvoir

La guerre qui oppose les magnats de l'engrais n'a pas fini de livrer tous les secrets de cet univers dont l'opacité est une des caractéristiques principales.

L'opinion et les producteurs de coton savent désormais que des opérateurs économiques véreux préfèrent faire du chiffre au détriment du paysan, du pays, des rendements agricoles et de la qualité des sols.

L'opinion sait désormais que les autorités n'avaient mis en place aucun mécanisme pour détecter la fraude et le crime contre l'agriculture que constitue l'importation d'engrais de mauvaise qualité.

Pis, même quand le Gouvernement a été informé par un pays voisin et frère, il a fermé les yeux et traîné les pieds avant d'agir.

Même sur les prix, ce Gouvernement ne défend pas le paysan malien.

La preuve est que Toguna ait été autorisée à vendre au paysan malien la tonne d'engrais plus chère (317.000 francs CFA) qu'elle ne la vend au paysan burkinabé (305.000 francs CFA) et au paysan ivoirien (235.000 francs). Or cet opérateur est censé avoir une usine de conditionnement à Bamako.

Pourquoi l'engrais est-il vendu plus cher au paysan malien ?

Pourquoi les autorités ont-elles laissé faire ?

8-Risques pour l'environnement, l'agriculture et le producteur

Les experts sont unanimes : l'introduction et l'utilisation d'engrais déficitaires en éléments nutritifs peuvent déstabiliser la production agricole, la filière coton et partant l'économie malienne.

La paupérisation du producteur en est une conséquence. A la fin de la campagne, celui-ci doit en effet rembourser les dettes contractées au titre de l'engrais et des pesticides. Déjà, dans plusieurs régions cotonnières, les producteurs sont formels, le rendement varie entre 700 et 800 kilogrammes par hectare à cause du mauvais engrais (« nngôjugu »).

Par ailleurs, le plan stratégique quinquennal de la filière prévoit un objectif de production de 1,2 tonne par hectare pour la campagne en cours. Pourrait-on réaliser un tel objectif avec du mauvais engrais ?

La filière coton et toute l'économie seront ainsi affectées par les conséquences de la crise de l'engrais : précarité, vente d'outils de travail (bœufs de labour et charrues) donc spirale de la pauvreté.

En outre si avec l'engrais défectueux, l'on veut atteindre l'objectif assigné de 650.000 tonnes, il faudra alors augmenter les surfaces cultivées. A ce propos, un Aide-mémoire de l'Agence française de développement (AFD) d'avril 2015 dit explicitement que « l'augmentation des surfaces ...est principalement à l'origine de l'augmentation de la production.. ». Accroître les surfaces, suppose couper les arbres, d'où les inévitables conséquences environnementales.

III- CONCLUSION:

1.La fuite en avant du Ministre
L'interpellation du ministre en charge de l'Agriculture n'a pas permis d'éclairer l'opinion sur les enjeux et les dessous de la guerre que se livrent des opérateurs économiques du secteur sur fond d'utilisation opaque de dizaines de milliards de francs CFA au vu et au su des pouvoirs publics. Au contraire, le Ministre a entouré d'un épais brouillard le sujet. Au lieu de respecter le droit légitime à l'information des élus du peuple, il s'est débiné en passionnant le débat et a demandé, pour enterrer la ques-

tion, la création d'une commission d'enquête parlementaire !

2.La responsabilité du Président engagée
Il a été démontré que le président IBK n'ignore rien de l'affaire de l'engrais et de la situation au sein des producteurs de coton.

La crise de « l'engrais frelaté » est un nouveau scandale de la gouvernance IBK. Elle survient après le scandale du deuxième avion présidentiel, celui des commandes fumeuses de fournitures destinées à l'armée et de nombreuses autres dérives. Les deux premiers scandales de l'ère IBK ont été couverts par le Président. C'est ainsi qu'à ce jour, le peuple malien ignore combien a effectivement coûté le Boeing 737, qui en est le véritable propriétaire, qui sont les actionnaires de Mali BBJ, la société créée à la Vallée aux Antilles britanniques par le gouvernement du Mali pour exploiter l'avion du Mali.

Le peuple saura très vite si le président de la République est capable de punir les auteurs de ce nouveau scandale, s'il va encourager la violation des textes de l'OHADA ou s'il va faire comme lors des scandales de l'avion présidentiel et des commandes de fournitures destinées à l'armée dont les protagonistes continuent de narguer le peuple malien : couvrir de son autorité les auteurs et les pratiques de mauvaise gouvernance.

1. IV- RECOMMANDATIONS

Le PARENA recommande :

- la démission de Mr Bocary Tréta, Ministre du Développement Rural ;
- la démission de Mr Bakary Togola, président du GIE et du syndicat des cotonniers ;
- la dissolution du GIE que dirige Mr Togola ;
- une enquête impartiale sur cette sordide affaire de l'engrais douteux ;
- l'instauration d'une gouvernance transparente au sein des coopératives des producteurs de coton ;
- le renouvellement, conformément à l'acte uniforme de l'OHADA, des structures des coopératives de producteurs ;
- l'audit de l'impact sur la qualité de la production agricole de la subvention que l'Etat accorde annuellement à l'achat de l'engrais,
- le renouvellement des instances et du bureau de l'APCAM dont le mandat arrive à échéance le 20 juillet prochain.

**MOBICASH
SOMAGEP SA**



**SOCIETE MALIENNE DE GESTION
DE L'EAU POTABLE - S.A.**



SPRIT

**Payez vos factures SOMAGEP SA ou
celles de vos proches avec Mobicash.
Composez *166# option 6 puis 4.**

*Les frais varient de 100 F à 250 FCFA selon le montant de la facture.

IBK à la Biennale de Luanda : La Culture au service de la Paix

Le Président de la République, chef de l'État, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keita, est arrivé cet après-midi à Luanda aux environs de 16h30 heure locale. Il a été accueilli à sa descente d'avion par le ministre des Affaires étrangères angolais. Le président de la République, par ailleurs Champion de l'Union Africaine pour les Arts, la Culture et le Patrimoine, répond ainsi à l'invitation du président angolais Joao Manuel Gonçalves Lourenço, pour prendre part à la première édition de la Biennale de la paix qui se tiendra du 18 au 22 septembre 2019 à Luanda.

Bâti sur les sources et ressources pour une culture de la paix, cet important Forum panafricain vise à accroître les campagnes de sensibilisation et consolider la forte mobilisation



autour des acquis sur le plan continental sous la devise de l'Union Africaine.

La Biennale de Luanda, dont la cérémonie d'ouverture est prévue demain, s'articulera autour de trois axes, à savoir : un Forum des partenaires, un Forum d'idées; un Forum des jeunes; un Forum de femmes et un festival des cultures.

Le président de la République est accompagné par le ministre de la Culture et son Conseiller spécial chargé de la Culture.

Cellule de communication et des Relations publiques de la Présidence de la République du Mali

■ **Présidence de la République du Mali**





Sauver le site de Bandiagara : L'UNESCO s'engage et présente 2,2 millions de dollars comme plan d'action d'urgence

Pour restaurer la Falaise de Bandiagara et apporter une aide humanitaire aux populations de ladite localité, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, UNESCO, présente un plan d'action d'urgence.

2,2 millions de dollars, telle est la somme présentée par l'UNESCO et le ministère de la Culture du Mali aux populations des Falaises de Bandiagara en Pays dogon, précisent les Nations-Unies. Une aide humanitaire qui entre dans le cadre de la volonté de valorisation du patrimoine culturel de cette zone. Des joyaux qui ont été victimes de la montée des tensions «intercommunautaires» dans ladite localité, comme on peut lire dans une publication des Nations Unies en date du 7 septembre 2019: « Le patrimoine architectural de la région a été sérieusement endommagé, des objets culturels détruits, vandalisés ou abandonnés sous les décombres. Le patrimoine culturel immatériel a aussi été affecté avec la quasi-interruption des événements sociaux et culturels. » Ce site est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1989.

À travers ce plan d'action, l'ONU espère un re-

tour à la normale. Dans un communiqué de presse, la directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay explique : « Le respect du patrimoine culturel est le socle du respect des identités, de la dignité des peuples. Le patrimoine incarne l'histoire qui nous donne confiance et la force de nous projeter dans l'avenir ».

Après l'étape de Tombouctou, avec la réhabilitation des mausolées vandalisés lors de la montée des tensions en 2012, la directrice de l'UNESCO entend élargir ce geste de valorisation des patrimoines culturels à tout le pays. Une manière pour elle de faire avancer la paix partout dans le pays.

« Lors d'un atelier réunissant des représentants les habitants de la région à Bandiagara le 29 août, la ministre de la Culture du Mali, N'Diaye Ramatoulaye Diallo, et Hervé Huot-Marchand, Représentant de l'UNESCO à Bamako, ont présenté des mesures prioritaires visant à assurer la sécurité des personnes et des biens, condition indispensable au retour des déplacés internes dans les localités abandonnées», lit-on sur le site internet des Nations Unies.

Dans ce nouveau plan d'action, il est prévu entre autres : « la fourniture d'une aide alimentaire, la restauration de l'habitat et du patrimoine ainsi que l'approvisionnement en eau potable dans les villages détruits ou endommagés lors des violences ».

En effet, lors des attaques survenues dans des localités de la région de Mopti en 2019, notamment à Ogossagou et à Sobane Da, les eaux des puits ont été souillées. En outre, l'agriculture devient quasiment impossible à mener à cause des attaques sporadiques. Ce qui augmente les besoins humanitaires. Ce plan d'action vient pour répondre à cet appel. « Des mesures sont également prévues pour soutenir les acteurs locaux du développement afin d'impulser l'économie et soutenir les populations en détresse », précise la même source. En plus de tous ces points, ce plan d'action prévoit également l'organisation d'un dialogue intercommunautaire afin de mieux favoriser le vivre ensemble.

Selon la ministre de la Culture malienne, N'Diaye Ramatoulaye Diallo, «avant d'attaquer physiquement notre pays et nos communautés, les terroristes attaquent d'abord nos esprits, nos idées et nos valeurs. D'où l'importance de garder à l'esprit la menace d'effondrement de notre patrimoine immatériel, qui précède toujours la destruction de notre patrimoine matériel».

■ TOGOLA

Sénégal, le député Mamadou Lamine DIALLO se lâche : « S'il y a un nullard version Macky SALL dans ce pays, c'est bien Mansour FAYE »



Le président de la République, qui a supprimé le poste de Premier ministre, se met maintenant dans les habits d'un chef de gouvernement, surtout dans le cadre de la lutte contre les inondations.

Mais, à en croire le député Mamadou Lamine Diallo, c'est pour mieux couvrir l'incompétence de son beau-frère, Mansour Faye, qu'il avait nommé ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement. «Les inondations ont mis à nu l'incurie des ministres collaborateurs de Macky Sall. En 2012, son gouvernement avec un Premier ministre avait mis au point un plan décennal de lutte contre les inondations et s'était bien débrouillé pour aider les populations notamment, de la banlieue ou de Ouest Foire de Dakar par exemple», dit-il dans sa 164ème 'question hebdomadaire'. «Confié au beau-frère, le proto analphabète Mansour Faye, alors ministre chargé de l'Hydraulique et de l'Assainissement, il a mis tout cela à la pou-

belle se concentrant dans la promotion de Suez contre les entrepreneurs sénégalais. Résultat des courses, en 2019, les populations sont abandonnées à leur propre sort notamment avec la construction d'infrastructures dont le volet assainissement est 'étouffé mode Macky Sall», poursuit le leader du mouvement Tekki qui chiffre à plus de 10 milliards par an les pertes économiques dues aux inondations. «Macky Sall demande l'audit technique des ouvrages d'assainissement au Ps dompté, une façon de couvrir l'échec cuisant de Mansour Faye à qui il a confié tous les projets sociaux à grand financement de son régime pour asseoir une clientèle politique. S'il y a un nullard version Macky Sall dans ce pays, c'est bien Mansour Faye», poursuit-il, avant d'ajouter: «En attendant l'audit des 307 milliards de véhicules achetés par le régime BBY, Serigne Mbaye Thiam, dompté par Macky Sall, pourra faire semblant de se pencher sur les ouvrages hydrauliques ; tout le monde sait

que ça ne marche pas. Et c'est la faute à Mansour Faye. Un point c'est tout».

D'autre part, le député accuse le ministre du Pétrole et du Gaz «l'apprenant» Mactar Cissé de refuser de rendre public le document final d'investissements du projet gazier de Saint-Louis, suite à sa question écrite au Gouvernement. Ce qui lui fait dire que Macky Sall ne croyait pas si bien dire en notant que son collaborateur Mactar Cissé apprenait vite, sans doute en mode fast track. Ce qu'il a appris, vite, d'après lui, c'est comment ne pas respecter la loi. Car selon lui, aussi bien le règlement intérieur de l'Assemblée nationale que le code de transparence des finances publiques voté par «l'écurie» des députés de Macky Sall sont clairs, on ne peut pas refuser de donner des documents à un député et au surplus un document relatif aux ressources naturelles qui appartient au peuple. Et à l'en croire, ce document est le plus important dans le démarrage de l'exploitation du gaz.

WESTERN UNION

WU SM

MONEY TRANSFER

Election présidentielle en Tunisie : Les enseignements du scrutin

Le dimanche 15 septembre dernier, les tunisiens se sont rendus aux urnes pour élire un nouveau Président de la République après le décès de l'ancien Président Bejjid Caïb Essebsi.

Cette élection au suffrage universel direct a opposé plus de 26 candidats et s'est déroulée dans le calme et la sérénité sans incident majeur selon les observateurs nationaux et internationaux sur place dans le cadre de la mission d'observation électorale.

Selon les résultats provisoires confirmés par l'instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), deux candidats hors système tous néophytes en politique émergent. Il s'agit notamment du Professeur de Droit, candidat indépendant Kaid Saïd, et le publicitaire Nabil Karaoui fondateur de la chaîne privée Nessma, qui émergent du lot avec respectivement 18,4% pour le premier et 15,6% pour second qui se retrouve en prison pour évasion fiscale.

Ceux-ci sont les deux qualifiés pour le second tour de l'élection qui se tiendra dans deux semaines.

Ces élections ont eu lieu dans un contexte économique extrêmement difficile caractérisé par la cherté de la vie et du prix du gaz butane. En effet, plusieurs enseignements peuvent être tirés de ce scrutin fondamental pour l'avenir de la Tunisie.

La transparence du scrutin qui n'a été contesté par aucun candidat traduit sans équivoque toute la maturité démocratique du peuple tunisien et de sa classe politique.

En premier, le faible taux de participation de 45% peut être mis sous le compte de la déception, du désenchantement du peuple de Tunisie, du rejet de la classe politique suite à la trahison des engagements de la révolution démocratique de 2009. Ce brave peuple qui a ouvert la boîte à pandore des printemps arabes réclamaient la liberté, l'emploi et une meilleur



leure condition d'épanouissement individuel et collectif.

Ensuite, le sacre d'un candidat indépendant sans structure politique nationale devant des vieux routiers de la politique traduit inéluctablement le rejet total de la classe politique par l'électorat, qui exprime ainsi son souci de renouveau démocratique dans la gestion des affaires publiques.

En vue du second tour prévu dans deux semaines, les deux candidats poursuivront les meetings, campagnes et démarches de ralliement pour glaner le maximum de points et emporter haut la main le scrutin.

■ Alpha Sidiki SANGARÉ

RDC : Des voix s'élèvent contre la visite de Tshisekedi en Belgique



La visite d'État de Félix Tshisekedi en Belgique s'est poursuivie ce mardi 17 septembre. Mais l'accueil du président congolais par les autorités de Bruxelles n'est pas du goût de tous, tant dans la diaspora qu'au pays.

Les deux pays ont signé quelques textes symboliques pour la reprise de la coopération avant que le chef de l'État de RDC soit reçu par le roi des Belges. Mais cette visite très chargée n'a pas fait de heureux.

Des dizaines de Congolais ont tenté de manifester avant d'être repoussés par la police belge, loin de tout site officiel. Ils reprochent à la Belgique de recevoir le président Félix Tshisekedi alors que son élection était contestée.

On est là pour manifester notre désapprobation par rapport à l'accueil réservé à monsieur Tshisekedi ici en Belgique. Les Congolais que vous voyez-là ne se reconnaissent pas dans la présidence de monsieur Tshisekedi. Pour nous,

il a cautionné le hold-up électoral qui s'est fait au Congo.

Des Congolais manifestent leur mécontentement à Bruxelles

En RDC aussi, l'opposition exprime son mécontentement. Pour Martin Fayulu, le candidat malheureux à l'élection présidentielle et qui continue d'en contester les résultats, la Belgique reçoit un homme sans légitimité politique.

Après les déclarations faites par les femmes et hommes politiques belges, je crois que c'est un manque de respect au peuple congolais. Quelqu'un qui représente ce déni de démocratie, on le reçoit ? (...) Monsieur Félix Tshisekedi ne pourra absolument rien faire de lui-même car il n'a pas les moyens de sa politique. Kabila est là, attend et il dirige tout.

Martin Fayulu

La Belgique s'était montrée critique envers les processus électoral en Belgique et a décidé de l'inviter quand même, un choix que le vice-Premier ministre en charge de la coopération, Alexander de Croo, explique : « La Belgique a longtemps pris une position où nous avions des doutes par rapport à ces élections. Ni les pays voisins, ni la population n'a de doute ».

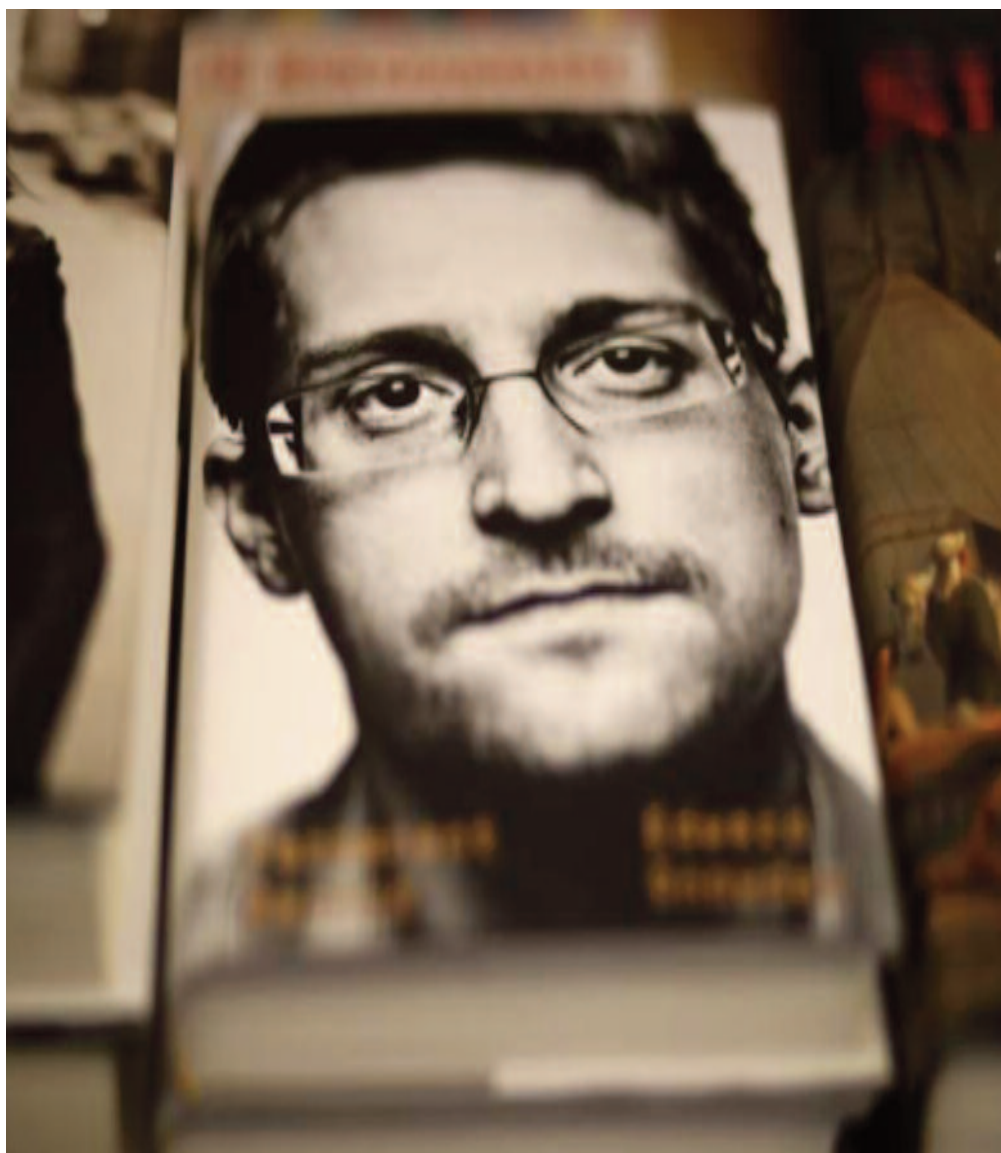
USA / Plainte : Les Etats-Unis réclament en justice les recettes du livre d'Edward Snowden

L'autobiographie du lanceur d'alerte, exilé en Russie depuis ses révélations, en 2013, sur la CIA et la NSA, est sortie mardi aux Etats-Unis, deux jours avant la France.

L'autobiographie d'Edward Snowden, intitulée « Permanent record » (« Mémoire vive » en France), sur un présentoir à San Francisco, est sortie mardi 17 septembre aux Etats-Unis. JUSTIN SULLIVAN / AFP

Après une inculpation au pénal, le gouvernement américain souhaite à présent couper les vivres du lanceur d'alerte Edward Snowden. Washington a réclamé en justice, mardi 17 septembre, la saisie des recettes de son autobiographie, sortie le même jour, et des revenus qu'il tire de ses interventions publiques. Les Etats-Unis ont déposé plainte au civil pour « violation de contrat » contre cet ancien employé de la CIA et ex-contractuel de l'agence de renseignement NSA, exilé en Russie depuis qu'il a dénoncé, en 2013, la surveillance massive des communications et de l'Internet dans son pays. L'ancien informaticien de 36 ans est déjà inculpé au pénal d'espionnage et de vols de secrets d'Etat. « Nous ne permettons pas à des individus de s'enrichir aux dépens des Etats-Unis », a commenté Jody Hunt, haut responsable du ministère de la justice, citée dans un communiqué.

Dans la plainte, déposée devant un tribunal fédéral d'Alexandria, près de Washington, le gouvernement lui reproche d'avoir publié un livre contenant des informations sur la CIA et la NSA « sans avoir soumis le manuscrit » à ses anciens employeurs en violation des clauses de confidentialité de ses contrats de travail.



Les adaptations cinématographiques visées également

« C'est dur d'imaginer une meilleure attestation d'authenticité qu'une plainte du gouvernement américain », a réagi M. Snowden sur Twitter. Sorti simultanément dans une vingtaine de pays, l'ouvrage est publié aux Etats-Unis par Metropolitan Books (Macmillan) sous le titre Permanent record. La version française, intitulée Mémoire vive, paraît aux éditions du Seuil.

Dans sa plainte, le gouvernement reproche également à Edward Snowden d'avoir prononcé ces dernières années plusieurs discours rémunérés sans l'aval de ses anciens employeurs, toujours en violation de ses engagements. Son livre et ses discours ont causé du tort aux Etats-Unis « en érodant la confiance envers la CIA et la NSA » alors que

« Snowden s'est injustement enrichi dans le processus », peut-on lire dans la plainte.

En guise de dédommagement, le gouvernement réclame l'ensemble des revenus tirés de l'autobiographie d'Edward Snowden et d'éventuelles adaptations cinématographiques, ainsi que les sommes touchées pour ses interventions publiques. Il demande au tribunal de prononcer une injonction en urgence pour empêcher ses éditeurs américains de lui transférer des fonds.

La puissante American Civil Liberties Union (ACLU – Union américaine pour les libertés civiles, en français), association de défense des libertés, a volé au secours du lanceur d'alerte. « Le livre ne contient aucun secret gouvernemental qui n'ait pas déjà été publié par des médias respectés », a estimé Ben Wizner, avocat spécialiste des questions de technologies et de droits pour l'ACLU.

Championnat national de football ligue 1 du Mali : Les Rouges de Bamako sur une belle lancée

Si la deuxième journée du championnat national de football ligue 1 du Mali avait été marquée par la victoire du Djoliba Athlétique Club à Bamako contre le Nianan de Koulikoro, les rouges de Herèmakono se sont relancés après leur match nul de la première journée face à l'AS Performance et qui avait fait grincer les dents du côté de Torokorobougou. Les protégés de Kouadio Georges sont désormais sur une bonne lancée surtout après leur brillante victoire en coupe de la confédération africaine de football le week-end dernier à Lomé face au Maranatha football Club de Fiokpo. Ils effectueront le déplacement à Baraouéli pour affronter l'AS Bakary Djan lors de cette troisième journée en match en retard. Si la première journée du championnat natio-

nal n'avait pas souri aux rouges de Bamako qui ont été tenu en échec par le promu l'AS Performance, les rouges de Bamako devaient s'imposer lors de cette deuxième journée du championnat national de football devant leur public. Les poulains de Kouadio Georges ont compris le message et n'ont pas laissé une chance aux joueurs du Nianan de Koulikoro qui ont été envahi par la vague rouge dès l'entame de la rencontre. El hadji Salim Bah et ses coéquipiers ont dominé la rencontre de la tête aux épaules et ont empoché les trois premiers points de la victoire du championnat national. C'est requinqués par cette victoire au championnat que les rouges se sont rendus à Lomé pour affronter le Maranatha football Club de Fiokpo par le score de deux buts à un. Un score

qui permettra aux rouges de préparer le match retour dans la plus grande sérénité. Ce match de la troisième journée servira de préparation pour les coéquipiers d'Adama Keita. Cette année les dirigeants du club comptent mettre le paquet afin que le Djoliba Athlétique club longtemps sevré de titre de champion et de coupe du Mali puisse remporter au moins une trophée. Les talents ne manquent pas à Herèmakono, l'entraîneur ivoirien des rouges Kouadio Georges est entrain de bâtir une équipe jeune autour de quelques anciens qui nourrissent la ferme intention de taper un grand coup durant cette saison. Ils sont déjà à 90 minutes du tour de cadrage de la coupe de la confédération africaine de football. Une qualification dans la phase des poules de cette compétition sera une aubaine pour le football qui souffrait d'une grave crise de retrouver sa place sur l'échiquier continental. L'équipe du président Tidiane Médian Niambélé a donc rendez-vous avec l'histoire cette année et tout doit être mise en œuvre pour atteindre tous les objectifs assignés. Moussa Samba Diallo





Drogba, Eto'o, Salah : Le Top 10 des meilleurs buteurs africains de l'histoire de la LDC UEFA

Top 10 des meilleurs buteurs africains de l'histoire de la LDC UEFA Copyright -OFC

L'hymne de la Ligue des Champions UEFA résonnera de nouveau sur le "Vieux Continent" avec la très attendue première levée de la phase de poules de l'édition 2019-2020 qui nous offre ce mardi 17 septembre huit alléchantes affiches >> C1 : Barcelone, Liverpool, Naples, Dortmund... Le programme de la journée de mardi

Il serait ainsi opportun de jeter la lumière sur les performances de nos représentants africains dans la plus prestigieuse des compétitions de clubs avec le classement des meilleurs buteurs africains de l'histoire de la "Coupe aux grandes oreilles".

Si les statistiques sont parfois réductrices, elles confirment toutefois une certitude : les légendaires Didier Drogba et Samuel Eto'o fils, dignes ambassadeurs de l'Afrique à travers l'Europe, sont de loin les deux meilleurs buteurs africains de l'histoire de la C1.

L'Eléphant possède une belle avance avec 44 buts inscrits, contre 33 marqués par le Lion Indomptable, tandis que le double Ballon d'or africain, Mohamed Salah, complète désormais

le podium avec 22 réalisations dans son escarcelle.

La super star égyptienne de Liverpool devance l'ex canonnière ivoirien du CSKA Moscou, Seydou Doumbia (19 buts) ainsi que le buteur vedette d'Arsenal, Pierre-Emerick Aubameyang (15 unités).

Ci-après le classement des meilleurs buteurs africains de l'histoire de la Ligue des Champions UEFA (tours préliminaires inclus) (17/09/2019):

44 buts : Didier Drogba (Côte d'Ivoire – Mar-

seille, Chelsea, Galatasaray)

33 buts : Samuel Eto'o fils (Cameroun – Real Madrid, Mallorca, Barcelone, Inter, Chelsea)

22 buts : Mohamed Salah (Egypte - FC Bâle, AS Roma, Liverpool)

19 buts : Seydou Doumbia (Côte d'Ivoire – CSKA Moscou, FC Bâle, Sporting Lisbonne)

15 buts : Pierre-Emerick Aubameyang (Gabon - Borussia Dortmund)

14 buts : Sadio Mané (Sénégal – Liverpool)

14 buts : George Weah (Liberia – Paris Saint-Germain, AC Milan)

14 buts : Vincent Aboubakar (Cameroun – Porto, Besiktas)

13 buts : Emmanuel Adebayor (Togo – Monaco, Arsenal, Real Madrid)

11 buts : Rabah Madjer (Algérie – Porto)

11 buts : Michael Essien (Ghana – Chelsea, Real Madrid, AC Milan)

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations



♈ Bélier (21 mars - 19 avril)

Avec le sentiment de ne pas être reconnu à votre juste valeur viendront les envies d'occuper une place plus avantageuse. Le trigone Mars/Pluton vous incitera à définir votre nouvelle politique professionnelle, mais vous serez seul à trouver les réponses.

Avec la Lune transitant dans votre secteur II, la majorité de vos dépenses iront vers des achats qui contribueront à votre bien-être et à votre confort quotidien. Mais comme vous aurez aussi le sens de l'économie, vous vous ferez plaisir à petits frais.



♉ Taureau (20 avril - 19 mai)

Saturne sera de bon conseil en vous incitant à ne pas agir dans la précipitation. Mariez stratégie et tactique en vous rendant indispensable, sans donner l'impression à vos collègues de faire du zèle. Ainsi, vous parviendrez à museler les jaloux.

L'entente astrale Mercure/Vénus dans votre secteur argent fera le jeu de vos affaires. Une situation nouvelle se mettra en place, qui générera de bonnes opérations financières, vous sécurisera et vous permettra de penser à votre avenir plus sereinement.



♊ Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous êtes sur le point de finir une tâche. Elle peut demander des concessions. Un manque de collaboration pénalise votre travail. L'activité peut se dérouler dans des conditions difficiles. Prenez votre mal en patience, une amélioration arrive bientôt.

Une légère restriction est possible pour maintenir l'équilibre. Elle peut vous demander d'être très patient. Si vous souhaitez acquérir du mobilier ou un achat cher, attendez. Faire des soldes, ou dénicher la bonne affaire est la meilleure solution.



♋ Cancer (21 juin - 21 juillet)

Intérimaire, vous essayerez de vous faire embaucher en CDD. En effet, l'entreprise dans laquelle vous travaillez est connue pour être généreuse en termes de prime de participation et d'intéressement. Pour en bénéficier, il faut être en CDD ou en CDI !

Ami Cancer, vous retrouverez une situation financière un peu moins chahutée. En effet, grâce à la présence décisive de la planète Mars, plus rien ne viendra, à priori, perturber l'équilibre de votre trésorerie, et à fortiori de votre budget !



♌ Lion (22 juillet - 23 août)

Vous commencerez à obtenir satisfaction. À vous de ne pas baisser les bras et de vous acharner. Votre comportement redeviendra bienveillant et vous aurez l'occasion de retrouver une ambiance plus agréable au sein de votre activité professionnelle.

Mars dans votre maison II pourrait déclencher des imprévus coûteux que vous ne parviendrez pas toujours à gérer de la meilleure façon. Vous prendrez le risque de voir vos dépenses s'envoler sans avoir les moyens de combler votre découvert bancaire.



♍ Vierge (23 août - 23 septembre)

Mieux armé et plus confiant dans vos possibilités d'agir, vous sortirez de votre réserve avec des initiatives qui séduiront. Vous discuterez avec votre boss de modifications à envisager, idéal pour vous rendre indispensable sans l'avoir cherché.

Vénus de passage dans votre secteur financier générera des revenus supplémentaires. Vous aurez l'ambition de gagner plus d'argent, car vous aspirerez à un certain confort, à une meilleure qualité de vie. Mercure facilitera vos démarches matérielles.



♎ Balance (23 septembre - 22 octobre)

Un nouveau poste est en pourparlers. Il peut être appuyé par un collaborateur. Vous pouvez approuver ce soutien qui vous donne du réconfort. Des perspectives d'avenir se présentent. Accordez-vous confiance, car la vie vous fait évoluer favorablement.

Une meilleure gestion de votre trésorerie aide à faire des achats dédiés aux loisirs. Les revenus stables apportent une sérénité. En faisant attention, peu d'instabilité est à craindre pour la journée. Seule une invitation pourrait occasionner des frais.



♏ Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Après avoir fourni des efforts considérables, vous serez conforté dans l'idée que vous resterez encore pour longtemps dans l'entreprise où vous travaillez actuellement. Vous vous cramponnerez solidement à votre contrat et à votre poste de travail.

Les bénéfices engrangés par votre activité professionnelle dépasseront largement vos prévisions les plus optimistes. Ami Scorpion, vous profiterez d'une relance professionnelle qui aura rapidement d'heureuses répercussions sur votre pouvoir d'achat.



♐ Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Avec Uranus, il sera question de stabilité et de changement. Oui, en même temps ! Il y aura des réajustements à opérer, mais qui seront de bon augure, car ils vous permettront de solidifier votre position, mais vous devrez sortir de vos habitudes.

Des travaux vous coûteront plus cher que prévu, ce qui n'aura rien d'étonnant avec Saturne dans votre secteur II. Des factures liées à l'entretien de votre maison augmenteront. Gérer tout cela ne sera pas une mince affaire, aussi évitez les négligences.



♑ Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

En raison des mille questions qui vous traverseront l'esprit, il vous sera difficile de vous concentrer, ce qui sera pourtant indispensable. Vous devrez redoubler d'efforts, mais vous aurez la tête ailleurs. Attention, car vos résultats s'en ressentiront.

Vos indicateurs financiers, sans être dans le rouge, clignoteront à l'orange. Vous aurez beaucoup de factures à payer, d'où une difficulté passagère pour maîtriser votre budget. Anticipez un rappel à l'ordre en prévenant aimablement votre banquier.



♒ Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous trouvez des astuces pour travailler dans de meilleures conditions. La coopération avec un collègue apporte du réconfort. Vénus en Balance vous aide à avoir une journée satisfaisante. Vos tâches sont finalisées et appréciées par votre hiérarchie.

Vous devez être encore prudent dans votre gestion. Les charges obligatoires entravent les loisirs. Vous privilégiez les règlements. Une légère frustration se fait sentir. La patience est recommandée pour ne pas engendrer de découvert avant la fin du mois.



♓ Poisson (19 février - 21 mars)

Vous pourrez être très efficace dans bien des domaines, mais pas si vous faites tout à la fois ! C'est pourquoi, abordez un projet, un souci ou un dossier à la fois. Votre seul petit défaut ? Ne pas savoir vous arrêter à temps... Pas bien méchant !

Le punch revivifié de Saturne associé à la sagesse de Pluton vous attirera toutes les bonnes grâces financières. Ces deux planètes vont bonifier vos investissements. Du coup, il s'en suivra un enchaînement de projets excessivement lucratifs.

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous